

RAPPORT SUR LA SOLVABILITE ET LA SITUATION FINANCIERE

SOLVENCY AND FINANCIAL CONDITION REPORT

2021

BPCE MUTUELLE

SOMMAIRE

SYNTHESE	4
ACTIVITES	4
SYSTEME DE GOUVERNANCE	5
PROFIL DE RISQUE	5
VALORISATION A DES FINS DE SOLVABILITE	6
GESTION DU CAPITAL	6
A. ACTIVITE ET RESULTATS	7
A.1. ACTIVITE.....	7
A.2. RESULTAT DES ACTIVITES DE SOUSCRIPTION.....	9
A.3. RESULTAT DES INVESTISSEMENTS.....	11
A.4. RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES ET RESULTAT NET COMPTABLE.....	12
A.5. AUTRES INFORMATIONS.....	12
B. SYSTEME DE GOUVERNANCE	13
B.1. INFORMATIONS GENERALES SUR LE SYSTEME DE GOUVERNANCE.....	13
B.2. EXIGENCES DE COMPETENCE ET D'HONORABILITE.....	17
B.3. SYSTEMES DE GESTION DES RISQUES.....	18
B.4. CONTROLE INTERNE ET CONFORMITE.....	21
B.5. FONCTION D'AUDIT INTERNE.....	22
B.6. FONCTION ACTUARIELLE.....	23
B.7. SOUS-TRAITANCE.....	24
B.8. AUTRES INFORMATIONS.....	24
C. PROFIL DE RISQUES	25
C.1. RISQUE DE SOUSCRIPTION.....	26
C.2. RISQUE DE MARCHE.....	27
C.3. RISQUE DE CREDIT.....	28
C.4. RISQUE DE LIQUIDITE.....	29
C.5. RISQUE OPERATIONNEL.....	29
C.6. AUTRES RISQUES IMPORTANTS.....	30
D. VALORISATION POUR LE CALCUL DE LA SOLVABILITE	31
D.1. VALORISATION DES ACTIFS.....	33
D.2. VALORISATION DES PROVISIONS TECHNIQUES (BE).....	34
D.3. VALORISATION DES AUTRES PASSIFS.....	36
D.4. VALORISATION PAR DES METHODES ALTERNATIVES.....	36
D.5. AUTRES INFORMATIONS.....	36
E. GESTION DU CAPITAL	37
E.1. FONDS PROPRES ECONOMIQUES.....	37
E.2. EXIGENCE DE CAPITAL (MCR ET SCR).....	39
E.3. UTILISATION DU SOUS-MODULE RISQUE SUR ACTIONS FONDE SUR LA DUREE DANS LE CALCUL DU SCR.....	42
E.4. RECOURS A UN MODELE INTERNE POUR LE CALCUL DU SCR.....	42
E.5. JUSTIFICATION DE TOUTE NON-CONFORMITE AU MCR OU NON-CONFORMITE MAJEURE AU SCR.....	42
E.6. AUTRES INFORMATIONS.....	42
F. ANNEXES	43
F.1. QRT EXIGIBLES (EN MILLIERS D'EUROS).....	43

Synthèse

Le présent rapport sur la solvabilité et la situation financière (SFCR) est destiné au public et concerne la période de référence du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Il est établi en application des exigences réglementaires concernant la communication d'informations aux adhérents et à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).

Ce rapport a pour objectif de présenter l'ensemble de l'information relative à l'organisme, au travers de cinq sections :

- Activités et Résultats,
- Système de gouvernance,
- Profil de risque,
- Valorisation à des fins de solvabilité,
- Gestion du capital.

Le présent rapport a été soumis au Comité d'Audit et des Risques, pour consultation, et validé par le Conseil d'administration.

Activités

L'année 2021 a été marquée par un changement de Direction Générale avec la nomination de Frédéric Bourg comme nouveau dirigeant opérationnel de BPCE Mutuelle le 1^{er} juillet 2021.

Les travaux visant à la création d'une Société de Groupe Assurantiel de Protection Sociale (SGAPS) entre BPCE Mutuelle et la CGP se sont poursuivis en 2021 avec l'établissement des projets de statuts de la future SGAPS et des conventions d'affiliations de la CGP et de BPCE Mutuelle à la SGAPS. Le projet se poursuit en 2022 pour permettre la prise d'effet de la SGAPS au 1er janvier 2023.

Au-delà de la dérive structurelle des frais de soins, l'activité en 2021 a été marquée par la poursuite de l'effet rattrapage des soins suite au 1^{er} confinement de 2020, et par les impacts de la réforme du 100% santé. La tarification 2022 répond à l'objectif d'équilibre structurel et technique des contrats sans marge, et s'accompagne de mesures complémentaires pour limiter l'impact sur les adhérents et entreprises, avec un taux d'appel sur les cotisations des contrats collectifs permettant de prendre en charge 6 mois de hausse, non répercutée sur les cotisations payées.

La Mutuelle a également pris en charge exceptionnellement des séances de consultations de psychologues dans le cadre de la crise de pandémie, à hauteur de 0.3 M€.

Le chiffre d'affaire brut de la Mutuelle s'élève à 98,4 M€ en 2021, en hausse de 8,6% par rapport à 2020, principalement du fait de l'intégration des effectifs « Communauté BPCE » et à la progression des effectifs sur les contrats ASV.

La charge des sinistres progresse de 12,8%, hausse induite par plusieurs facteurs : la progression des effectifs en 2021, un effet rattrapage sur les soins mis en suspens en 2020 dans le contexte de la crise sanitaire, et la réforme du 100% Santé.

Le résultat net comptable atteint 0,7 M€ à fin 2021.

31/12/2021	BPCE Mutuelle
Chiffre d'affaire	98 421 795
Résultat technique <i>(hors produits financiers)</i>	1 618 605
Résultat Net	686 322
Placements financiers	116 207 776 ⁽¹⁾
	157 360 432 ⁽²⁾
Capitaux propres comptables	125 320 964

(1) sans trésorerie, surcote/décote ni ICNE

(2) avec trésorerie, surcote/décote et ICNE

Système de gouvernance

L'organisme a mis en place un système de gouvernance qui repose sur les instances dirigeantes, les comités émanant du Conseil d'administration mais également les comités internes. Contribuent à cette gouvernance, les administrateurs, la direction effective, les fonctions clés ainsi que l'ensemble des collaborateurs participant ainsi à la gestion des risques de l'organisme.

La gouvernance de BPCE Mutuelle repose sur des principes clés repris dans le schéma ci-dessous :



En 2021, les Conseils d'administration ainsi que les différentes instances se sont déroulés en mode hybride (présentiel et à distance).

Les travaux pour la création d'un groupe prudentiel prenant effet au 1^{er} janvier 2023 et intégrant les deux membres d'Ensemble Protection Sociale (BPCE mutuelle et CGPCE) afin de répondre aux attentes du régulateur en termes de gouvernance des risques ont été menés en 2021 et vont se poursuivre dans les mois à venir, notamment avec l'envoi à l'ACPR du dossier de déclaration préalable.

Profil de risque

Le profil de risque de l'organisme est principalement composé du risque de souscription et du risque de marché. Sur l'ensemble de ses risques, l'organisme met en place des mécanismes et dispositifs permettant d'analyser, évaluer et gérer ses expositions tout autant que leurs concentrations.

En comparaison avec l'exercice précédent, le profil de risque de l'organisme n'a pas évolué de manière significative. L'organisme détermine son profil de risque au regard des dispositions de la Formule Standard de la réglementation prudentielle Solvabilité 2.

Valorisation à des fins de solvabilité

Les principes et méthodes d'évaluation des actifs et passifs de l'organisme sont issues des normes couramment utilisées, notamment les dispositions de la Directive Solvabilité 2 et du Règlement Délégué 2015/35. L'organisme établit un bilan économique qui constitue la base de calcul des fonds propres prudentiels et des exigences en capital (SCR et MCR).

De manière générale, les actifs et passifs de l'organisme sont valorisés à leur juste valeur (valeur économique). Si les actifs ne sont pas cotés sur un marché, la juste valeur est déterminée selon des modalités spécifiques. Par exemple, la valorisation de l'immobilier – hors SCPI – est effectuée à dire d'expert.

Gestion du Capital

L'organisme dispose à tout instant de fonds propres suffisants afin de couvrir les exigences en termes de niveau de fonds propres prévues par la Directive Solvabilité 2. Ainsi, l'organisme couvre à 416,4% le minimum de capital requis, soit une baisse de 44 points par rapport à 2020. Cette baisse s'explique principalement par l'accroissement et l'exposition action du portefeuille de placement du fait des valorisations de marché.

Au cours de l'exercice 2021, l'organisme n'a pas détecté d'éléments significatifs donnant lieu à une modification ou une évolution de ses besoins en fonds propres afin de répondre à ces exigences en capital.

A. Activité et résultats

A.1. Activité

A.1.1. Informations générales

BPCE Mutuelle est une mutuelle régie par le Livre II du Code de la Mutualité, adhérente à la Fédération Nationale de la Mutualité Française. Elle est agréée par arrêté ministériel du 24 mars 2003, publié au Journal Officiel n°84 du 9 avril 2003, pour pratiquer les opérations relevant des branches d'activités suivantes :

- 1 Accident (y compris les accidents du travail et les maladies professionnelles),
- 2 Maladie,
- 20 Vie-décès,
- 21 Nuptialité-Natalité (agrément en 2017)

Son siège social se situe à Reims (7, rue Léon Patoux – CS 51032 – 51686 Reims cedex 2).

Elle est soumise à la supervision de l'autorité de contrôle française : Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR – 4, Place de Budapest – CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09).

Le contrôle des comptes annuels est réalisé par un cabinet de commissaires aux comptes (cabinet SEC BURETTE, représenté par Monsieur Alain BURETTE, situé au 9, rue Malatiré – 76012 ROUEN Cedex 1).

BPCE Mutuelle n'a pas de personnel en propre. Depuis le 1er juillet 2005, elle a confié la gestion technique de ses activités à l'association de moyens Ensemble Protection Sociale (EPS).

A.1.2. Lignes d'activités et implantation géographique

BPCE Mutuelle assure la complémentaire santé des salariés de la branche Caisses d'Épargne et d'autres entreprises du groupe BPCE ainsi qu'une gamme de garanties complémentaires santé individuelle pour les anciens salariés du Groupe BPCE. BPCE Mutuelle gère également à ses adhérents des couvertures d'assurance des prêts assurées par CNP Assurances.

BPCE Mutuelle compte au 31/12/2021 près de 68 300 adhérents pour un montant de cotisations brutes de 98,4 M€.

Les clients de BPCE Mutuelle sont des personnes morales établies en France, ainsi que des souscripteurs individuels résidents en France (frais de soins réalisés en France).

A.1.3. Faits marquants de l'exercice

Projet de création d'une société de groupe assurantiel de protection sociale

Le projet de constitution d'une SGAPS entre BPCE Mutuelle et la CGP poursuit deux grands objectifs :

- Un objectif majeur de mise en conformité suite aux demandes de l'ACPR portant sur l'organisation de l'ensemble constitué d'EPS et ses membres, tout en limitant l'alourdissement de la gouvernance pour les administrateurs de BPCE Mutuelle et de la CGP,
- Un objectif de pérennisation de la stratégie de mutualisation des moyens, de maintien de l'intérêt économique de l'organisation cible pour BPCE Mutuelle et la CGP.

La création de cette SGAPS à laquelle seront rattachés tous les moyens d'exploitation actuellement gérés par EPS se fera au profit des mêmes adhérents que sont la CGP et BPCE Mutuelle.

L'année 2021 a été marquée par l'ampleur des travaux liés à ce projet avec une mobilisation de toutes

les compétences internes concernées et s'est renforcée avec une structure de pilotage dédiée. Les administrateurs de BPCE Mutuelle et de la CGP ont été également largement mis à contribution au sein d'un comité unique regroupant les administrateurs membres des bureaux de BPCE Mutuelle et de la CGP. Ce comité dédié au projet SGAPS a ainsi pu travailler sur les statuts de la future SGAPS ainsi que sur les conventions d'affiliations de la CGP et de BPCE Mutuelle à la SGAPS. Les échanges menés avec l'ACPR ont également permis d'amender ces textes.

Le projet se poursuivra en 2022 et devra aborder une très grande variété de thématiques en vue de la prise d'effet de la SGAPS au 1er janvier 2023 (constitution du dossier d'agrément auprès de l'ACPR, dossier de notification de l'autorité de la concurrence, élaboration des politiques Solvabilité 2 de la future SGAPS, préparation de l'AG constitutive de la SGAPS...).

Prise en charge exceptionnelle des consultations de psychologues

Les trois familles d'assureurs (FNMF, CTIP, FFA) ont adopté le 22 mars 2021 une position commune concernant la prise en charge des consultations de psychologues dans le contexte de la pandémie de Covid-19.

Cette position commune avait pour objet la prise en charge par les organismes complémentaires santé de 4 consultations de psychologues par an au premier euro, dans la limite de 60 € par séance, entre le 22 mars 2021 et le 31 décembre 2021.

Les bénéficiaires de cette mesure ont été l'ensemble des adhérents/affiliés à un contrat de frais de soins de santé, individuel ou collectif, ainsi que leurs ayants droit.

En raison du caractère exceptionnel de cette mesure, le Conseil d'administration a décidé sa prise en charge intégrale par la mutuelle dans le cadre d'un budget spécifique qui s'élève à 0,3 M€ à fin 2021. Pour le contrat frais de santé assuré par BPCE Mutuelle incluant la prise en charge de séances de psychologues, la prise en charge via la garantie spécifique des contrats ne s'est fait qu'à compter de la 5ème séance.

Evaluation des provisions pour sinistres à payer

Les consommations atypiques liées à la crise sanitaire en 2020 avait conduit BPCE Mutuelle à procéder à une évolution de la méthode de calcul des provisions pour sinistres à payer (PSAP) afin d'inclure le contexte d'incertitude lié à la crise sanitaire. Cela avait conduit à une estimation prudente des PSAP.

Les consommations de 2021 ayant retrouvé un cadencement mensuel plus régulier, BPCE Mutuelle a décidé de revenir à la méthode historique d'évaluation des PSAP basée sur une observation sur trois années glissantes, en excluant toutefois l'année 2020 de l'historique observé.

Travaux de tarification 2022

L'évolution de prestation de frais de soins de santé en 2021, qui est à la fois le reflet d'une dérive structurelle des frais de soins et d'un impact plus important que prévu du « 100% Santé », masqué par les effets du premier confinement de 2020, a conduit BPCE Mutuelle à étudier différents scénarii de rééquilibrage des cotisations 2022.

A l'issue des travaux de tarification, BPCE Mutuelle a décidé d'une augmentation des cotisations basée sur un pilotage exceptionnel du S/P à 99% pour les contrats collectifs en dérogation de son cadre d'appétence, ainsi qu'un nouveau taux d'appel sur le premier semestre 2022 permettant de limiter au maximum la hausse des cotisations des contrats collectifs pour les adhérents et les entreprises.

Changement de Dirigeant opérationnel

Le nouveau Dirigeant opérationnel de BPCE Mutuelle a été officiellement investi lors du Conseil d'administration de BPCE Mutuelle du 1^{er} juillet 2021. Ce renouvellement préparé de longue date par le Conseil d'administration et l'ancien Dirigeant opérationnel a permis de sécuriser la passation de pouvoir avec son successeur. Frédéric Bourg, nouveau Dirigeant Opérationnel, connaît bien la

structure après y avoir exercé plusieurs postes de direction (Directeur informatique, Directeur des opérations, Directeur général adjoint d'Ensemble Protection Sociale). Il est important de noter que le Dirigeant opérationnel dirige également Ensemble Protection Sociale, ce qui facilite grandement la gouvernance et l'alignement des stratégies et des moyens d'EPS.

A.2. Résultat des activités de souscription

Le tableau ci-dessous présente le résultat technique net par branche d'activité :

(En milliers d'euros)	LoB 1	LoB 32	2021	2020	Variation
Primes acquises brutes	98 331	91	98 422	90 606	7 816
Charges des sinistres (frais de gestion inclus)	-89 254	-226	-89 480	-79 294	-10 187
Charges des autres provisions techniques	-119	146	27	-665	692
Solde de souscription	8 958	10	8 969	10 647	-1 679
Solde de gestion	-6 969	-7	-6 976	-5 056	-1 920
Solde de réassurance	-374		-374	-559	185
Résultat des activités de souscription	1 615	4	1 619	5 033	-3 414
TOTAL 2020	5 029	4	5 033		
Variation	-3 414	0	-3 414		

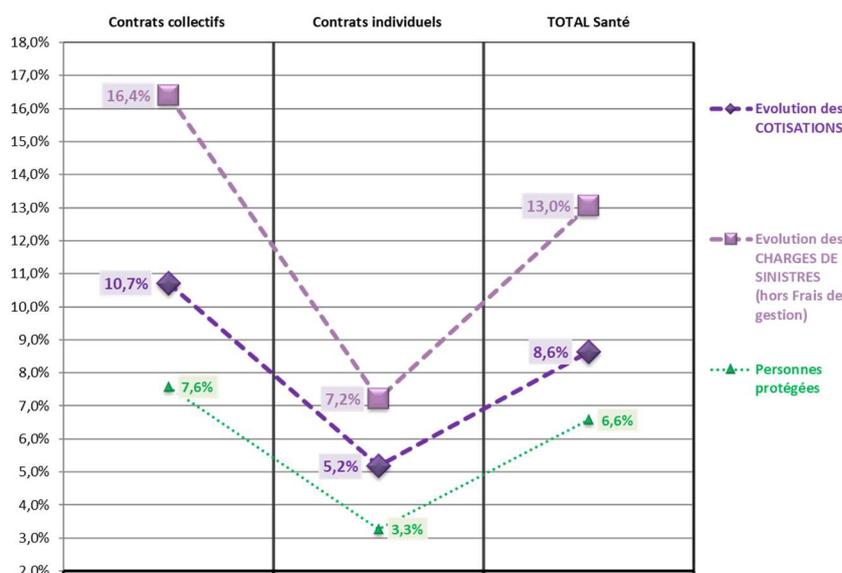
N.B. : LoB 1 = Dommages corporels (Assurance Frais de santé)
LoB 32 = Contrats individuels en cas de Vie (Autre assurance vie)

Le chiffre d'affaire brut s'élève à 98,4 M€ en 2021, en hausse de 8,6% par rapport à 2020, principalement du fait de l'intégration des effectifs « Communauté BPCE » et à la progression des effectifs sur les contrats ASV.

La charge des sinistres progresse de 12,8%, hausse induite par plusieurs facteurs : d'une part la progression des effectifs en 2021, et d'autre part la crise sanitaire qui avait nettement ralenti la consommation médicale en 2020 entraînant en 2021 un effet rattrapage sur les soins mis en suspens l'année précédente. Le tableau ci-dessous détaille les variations constatées sur ce poste :

(En milliers d'euros)	2021	2020	Variation
Règlement de prestations	-84 982	-69 426	-15 556
Variation PSAP	507	-1 590	2 097
Frais de gestion	-4 789	-4 671	-118
Contribution Covid	-25	-3 606	3 581
Redistribution PPE Vie	-191		-191
TOTAL CHARGES DES SINISTRES	-89 480	-79 294	-10 187

Le graphique suivant met en évidence, sur l'activité Santé (LoB1), les évolutions de cotisations et de prestations par type de contrats :



Les autres provisions techniques brutes restent globalement stables en 2021,

(En milliers d'euros)	2021	2020
Charge des provisions pour ristournes Non-vie	185	-513
Charge des provisions pour égalisation Non-Vie	-304	-97
Charge des provisions pour participation aux excédents Vie	146	-55
Total	27	-665

Pour mémoire, la charge constatée l'an dernier sur ce poste provenait principalement de la dotation à une provision pour ristournes pour 0,8 M€ destinée à minorer les cotisations appelées en 2021 de certains contrats collectifs. En 2021, cette provision a été reprise et une nouvelle dotation de 0,9 M€ a été effectuée.

Le solde de gestion s'établit à -6,9 M€ en dégradation de 1,9 M€ en 2021 :

(En milliers d'euros)	2021	2020	Variation
Gestion Assurance de prêts	2 141	3 579	-1 438
Gestion pour le compte d'autres mutuelles	173	191	-18
Autres produits techniques	388	343	+45
Produits de gestion	2 702	4 113	-1 411
Frais d'acquisition et d'administration	-7 149	-6 717	-433
Autres charges techniques	-2 529	-2 453	-76
Charges de gestion	-9 678	-9 169	-509
Solde de gestion	-6 976	-5 056	-1 920

La rémunération perçue pour la gestion des contrats emprunteurs diminue de 1,4 M€ en raison de la dégradation du résultat de ce contrat, sur lequel est notamment assise la rémunération variable de BPCE Mutuelle.

Les charges de gestion augmentent de 0,5 M€ notamment en raison des surcroûts mécaniques d'activité générés par la mise en place du contrat « Communauté BPCE » et des nouveaux adhérents présents sur ce contrat

A.3. Résultat des investissements

A.3.1. Résultat financier global

Le résultat financier, net de frais de gestion, s'élève à 0,4 M€ en 2021, en baisse de 0,1 M€ par rapport à l'an dernier, principalement en raison de la baisse des plus-values nettes réalisées au cours de l'exercice :

(En milliers d'euros)	2021	2020	Variation
Revenus	1 255	1 157	97
Plus et moins values	-7	96	-103
Amortissement des placements obligataires	-292	-188	-104
Amortissement des placements immobiliers	-117	-120	3
Frais de gestion financière	-404	-368	-36
Résultat financier	435	578	-143

A.3.2. Ventilation du résultat financier par catégorie d'actifs

La décomposition du résultat financier global par catégorie d'actifs est la suivante :

Catégories (en K€)	Coupons	Dividendes	Loyers	Profits et pertes nets	Amort. et prov.	Charges de gestion	TOTAL 2021	TOTAL 2020	Variation
Obligations d'état	202	0	0	0	-144	0	58	53	5
Obligations privées	453	0	0	-6	-148	0	299	332	-33
Actions	0	9	0	-6	7	0	10	8	2
OPCVM	0	11	0	0	0	0	11	135	-124
Autres dépôts	34	0	0	0	-1	0	33	49	-16
Immobilier	0	0	545	0	-117	0	428	369	59
Charges de gestion	0	0	0	0	0	-404	-404	-368	-36
TOTAL 2021	689	20	545	-12	-403	-404	435	578	-143
TOTAL 2020	653	15	489	97	-308	-368	578		
Variation	36	5	56	-109	-95	-36	-143		

A.3.3. Plus et moins-values latentes par catégorie d'actifs

Le tableau ci-dessous présente la situation des plus ou moins-values latentes par catégorie d'actifs.

L'ensemble du portefeuille est en plus-value latente nette de 13,6 M€ à fin 2021.

(En milliers d'euros)	2021				2020			
	Valeur au bilan Solvabilité 2	Valeur comptable	Plus ou moins valeurs latentes	% valeur au bilan comptable	Valeur au bilan Solvabilité 2	Valeur comptable	Plus ou moins valeurs latentes	% valeur au bilan comptable
Obligations souveraines	15 852	15 987	-135	10,2%	11 726	11 292	433	7,1%
Obligation d'entreprises	53 441	53 425	16	34,0%	49 222	48 316	906	30,4%
Actions	0	0	0	0,0%	1	1	0	0,0%
Fonds d'investissement	50 566	37 783	12 782	24,0%	44 104	37 720	6 385	23,8%
Trésorerie et dépôts	41 353	41 353	0	26,3%	53 123	53 123	0	33,5%
Prêts et prêts hypothécaires	10	10	0	0,0%	13	13	0	0,0%
Immobilier	9 738	8 802	936	5,6%	9 104	8 280	825	5,2%
Total	170 960	157 360	13 599	100,0%	167 294	158 745	8 549	100,0%

Le niveau de ces plus-values latentes est en progression de 5 M€ par rapport à l'an dernier. Cette évolution provient essentiellement de l'augmentation de la valeur boursière des OPCVM entre les deux exercices.

A.3.4. Gains et pertes comptabilisées en fonds propres

Néant.

A.3.5. Informations sur les actifs financiers issus d'opérations de titrisation

BPCE Mutuelle ne détient pas d'actifs financiers issus d'opérations de titrisation au 31/12/2021.

A.4. Résultat des autres activités et résultat net comptable

Le tableau ci-dessous présente les autres éléments concourant au résultat net comptable de BPCE Mutuelle au titre de l'exercice écoulé et de l'exercice précédent.

(En milliers d'euros)	2021	2020	Variation
Résultat des activités de souscription	1 619	5 033	-3 414
Résultat financier	435	578	-143
Action sociale	-576	-209	-366
Autres éléments non techniques	-214	-230	17
Résultat comptable avant impôts	1 264	5 170	-3 906
Impôts sur les sociétés	-578	-1 836	1 258
Résultat net comptable	686	3 335	-2 649

La progression du poste Action sociale correspond à la prise en charge des actes de psychologues décidée par le Conseil d'administration conformément aux positions de la FNMF, du CTIP et de la FFA courant 2021 dans le contexte de la crise sanitaire (4 séances à hauteur de 60 € par personne) et représentant 0,3 M€. L'Action Sociale de BPCE Mutuelle a pour but de venir en aide à ses membres participants et ayants droit, confrontés à des situations familiales ou sociales difficiles.

A fin 2021, le résultat net de BPCE Mutuelle après impôts atteint 0,7 M€ en recul de 2,6 M€ par rapport à l'exercice précédent, en raison de la baisse des résultats techniques.

A.5. Autres informations

Néant.

B. Système de gouvernance

B.1. Informations générales sur le système de gouvernance

Conformément à l'article 41 de la Directive cadre Solvabilité 2, BPCE Mutuelle a mis en place une structure organisationnelle transparente avec une répartition claire et une séparation appropriée des responsabilités, ainsi qu'un dispositif efficace de transmission des informations.

L'objectif de BPCE Mutuelle est de disposer d'un système de gouvernance efficace, garantissant une gestion saine et prudente de l'activité

Compte tenu de la taille de la mutuelle et des moyens qui lui sont alloués, le système de gouvernance de BPCE Mutuelle est proportionné à la nature, l'ampleur et à la complexité des opérations réalisées. Ceci concerne également l'organisation des fonctions clés, l'articulation des contrôles ainsi que le dispositif de maîtrise des risques associés.

B.1.1. Organisation du système de gouvernance

La gouvernance de BPCE Mutuelle repose sur des principes clés repris dans le schéma ci-dessous :



La gouvernance de la mutuelle est par ailleurs fondée sur la complémentarité entre :

- des instances représentant les adhérents, des administrateurs élus chargés de missions permanentes (au premier desquels figurent les Présidents du Conseil d'administration et du Comité d'Audit et des Risques),
- des directeurs, salariés de l'association de moyens EPS, choisis sur leurs compétences techniques et managériales.

Pour assurer l'efficacité de ces instances, les règles de fonctionnement et les relations entre les différents acteurs sont formalisées, notamment par des chartes.

Fonctionnement des Instances dirigeantes

Les Instances dirigeantes sont composées de l'Assemblée Générale et du Conseil d'administration de BPCE Mutuelle. Ces deux organes sont garants d'une gestion saine et prudente. Ils s'assurent en tout premier lieu de la sécurité, la pérennité et la solidité financière de BPCE Mutuelle. Aussi, ils vérifient la conformité de ses activités aux lois et règlements en vigueur.

Les principes régissant le fonctionnement et l'organisation du Conseil d'administration et de ses Comités sont formalisés, notamment les pouvoirs, missions et obligations du Conseil d'administration et des Comités qui lui sont rattachés.

Les adhérents à BPCE Mutuelle sont répartis en 27 sections qui recouvrent deux grands ensembles, les contrats collectifs et les contrats individuels.

Les adhérents aux contrats collectifs d'entreprise sont répartis dans différentes sections. Les adhérents élisent des délégués dont le nombre dépend du nombre d'adhérents de la section. L'Assemblée Générale élit quant à elle les administrateurs.

Les administrateurs de BPCE Mutuelle siègent en qualité de personnes physiques. Au Conseil d'administration, chaque section dispose d'un nombre d'administrateurs répartis conformément aux statuts de BPCE Mutuelle.

Rôles et responsabilités des Instances dirigeantes

Les rôles et responsabilités des Instances dirigeantes sont décrits dans le tableau ci-dessous :

Organes	Rôles et Responsabilités
Assemblée Générale	<ul style="list-style-type: none"> - Entend les rapports du Conseil d'administration et du ou des Commissaires aux comptes - Se prononce sur la gestion du Conseil d'administration et sur toutes questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé - Discute et approuve les comptes - Autorise les emprunts et émissions de titres - Approuve les conventions réglementées autorisées par le Conseil d'administration - Donne aux administrateurs quitus de leur mandat et nomme un ou plusieurs Commissaires aux comptes agréés - Valide les évolutions des règlements et des statuts
Conseil d'administration	<ul style="list-style-type: none"> - Prend toutes les décisions afin que la Mutuelle soit en mesure de remplir les engagements qu'elle a pris au titre de ses opérations et qu'elle dispose de la marge de solvabilité réglementaire - Détermine les orientations relatives aux activités de la Mutuelle - Arrête le budget, les comptes, établit à la clôture de chaque exercice le rapport de gestion - Nomme et révoque, en dehors de ses membres, un Dirigeant Opérationnel et fixe notamment les conditions dans lesquelles il lui délègue les pouvoirs nécessaires à la gestion de l'institution - Met en œuvre les décisions prises par l'Assemblée Générale - Peut nommer en son sein une ou plusieurs Commissions - Adresse aux membres de l'Assemblée Générale les documents nécessaires pour leur permettre de se prononcer sur la gestion

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'administration s'est réuni 7 fois. Dans le cadre de ses activités, le Conseil d'administration est assisté par un Bureau qui prépare les réunions en étudiant préalablement les questions qui lui sont soumises.

Comités émanant du Conseil d'administration

Pour exercer ses responsabilités, le Conseil d'administration s'appuie sur des comités spécialisés. Ces derniers rendent compte, de manière périodique, de leurs travaux.

Le tableau ci-dessous décrit les rôles et responsabilités des comités spécialisés de BPCE Mutuelle :

Organes	Rôles et Responsabilités
Comité d'Audit et des Risques	<ul style="list-style-type: none"> - S'assure du suivi du processus d'élaboration de l'information financière ; - S'assure de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ; - S'assure du contrôle légal des comptes annuels et de l'indépendance des commissaires aux comptes.
Commission technique	<ul style="list-style-type: none"> - Etudie les sujets qui lui sont confiés par le Conseil d'administration et lui rapporte pour l'éclairer dans la prise de décision.
Commission d'action sociale	<ul style="list-style-type: none"> - A pour mandat, sur la base des orientations arrêtées par le Conseil d'administration, d'attribuer des aides individuelles à des membres participants, bénéficiaires et ayants droits confrontés à des situations familiales ou sociales difficiles en lien avec la santé.
Comité Compétence, Honorabilité et Rémunération	<ul style="list-style-type: none"> - Revoit et valide le dispositif et les critères d'évaluation de la compétence et de l'honorabilité des administrateurs de BPCE Mutuelle ; - Donne son avis sur la revue des dossiers effectuée pour les administrateurs de BPCE Mutuelle ; - Discute des cas éventuellement litigieux concernant les administrateurs de BPCE Mutuelle et adopte un plan d'actions ou le cas échéant renvoie au Conseil d'administration ; - Valide l'évaluation de la compétence collective du Conseil d'administration de BPCE Mutuelle ; - Emet un avis en termes de compétence et d'honorabilité des fonctions clés et des dirigeants effectifs de BPCE Mutuelle.

Ces différents comités participent à l'échange d'informations au sein de l'organisme et contribuent à la prise de décision éclairée et collégiale.

Direction effective

La Direction effective de BPCE Mutuelle est composée de deux dirigeants effectifs, d'une part, le Président du Conseil d'administration, et d'autre part, le Directeur Général en tant que Dirigeant opérationnel.

Le Président du Conseil d'administration est dirigeant effectif de fait tandis que le Directeur Général est nommé par le Conseil d'administration. La Direction effective participe à l'élaboration de la stratégie et assure sa mise en œuvre une fois validée par le Conseil d'administration.

En 2021, les responsables des fonctions clé sont placés sous l'autorité du Dirigeant opérationnel (en application de l'article L 211 – 13 du code de la Mutualité). Les membres de la Direction effective représentent BPCE Mutuelle dans ses rapports avec les tiers et disposent des pouvoirs adéquats afin d'être en mesure de diriger l'organisme en toutes circonstances.

Présentation des fonctions clés

Conformément à la directive Solvabilité 2, le système de gouvernance de BPCE Mutuelle s'est doté des quatre fonctions clés. Chacune dispose du temps, de l'indépendance et des moyens nécessaires afin de mener à bien ses travaux.

Le tableau ci-dessous décrit les principales missions menées par les fonctions clés :

Acteurs	Rôles et Responsabilités
Fonction gestion des risques	<ul style="list-style-type: none"> - Fournir une vision transversale et synthétique des risques majeurs auxquels est exposé l'organisme - Veiller à ce que le niveau de risque pris soit cohérent avec les orientations et les objectifs définis par le Conseil d'administration.
Fonction vérification de la conformité	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier / évaluer, mettre en place un plan de conformité et l'animer - Conseiller les dirigeants / former les collaborateurs - Assurer une veille interne et externe
Fonction Actuarielle	<ul style="list-style-type: none"> - Coordonner le calcul des provisions techniques - Contribuer à la mise en œuvre du système de gestion des risques (notamment dans le cadre de l'ORSA) - Donner un avis sur la politique générale de souscription et sur l'adéquation des accords de réassurance
Fonction audit interne	<ul style="list-style-type: none"> - Apporter une expertise indépendante sur la conformité de l'organisme aux dispositions réglementaires et aux orientations données par l'Assemblée Générale. - Réaliser des diagnostics et émettre des recommandations synthétisées et les communiquer à l'entité de rattachement au moins une fois par an.

B.1.2. Evolutions importantes survenues en 2021 dans le système de gouvernance

Parmi les évolutions marquantes survenues en 2021 :

- Départ de la fonction clé « Fonction Actuarielle » - son remplacement était finalisé au moment de la rédaction de ce rapport
- Evolution des statuts de BPCE Mutuelle permettant une future affiliation à un groupe prudentiel.

B.1.3. Politique de rémunération

BPCE Mutuelle s'est dotée d'une politique de rémunération conformément à la stratégie de l'entreprise et validée par le Conseil d'administration. En effet, le système de rémunération en place est de nature à prévenir tout conflit d'intérêts ainsi que toute prise de risques excessive.

Les différentes composantes de la rémunération sont équilibrées de sorte que la composante fixe représente une part élevée de la rémunération totale. Les objectifs assignés aux collaborateurs n'encouragent pas la prise de risques au-delà des limites de tolérance aux risques de l'entreprise.

Les sujets liés à l'application de la politique de rémunération sont traités au sein du Comité Compétence, Honorabilité et Rémunération. Ce dernier s'attache notamment à fixer la rémunération du dirigeant opérationnel de BPCE Mutuelle.

Politique appliquée aux administrateurs

Les fonctions d'administrateurs sont exercées à titre gratuit. Les frais de voyage et d'hébergement sont remboursés sur présentation de justificatifs selon un barème validé en Conseil d'administration.

Politique appliquée aux membres des comités spécialisés et instances de gouvernance

Les modalités de défraiement de l'ensemble des membres des comités et des délégués à l'Assemblée Générale sont identiques à celles des membres du Conseil d'administration et du Bureau. Les niveaux de défraiement des administrateurs sont présentés en Conseil d'administration.

Politique appliquée aux dirigeants effectifs

Le président du Conseil d'administration n'est pas rémunéré dans le cadre de sa fonction.

BPCE Mutuelle n'emploie pas directement son dirigeant opérationnel, celui-ci étant salarié d'EPS. Il ne reçoit pas de rémunération directe et bénéficie de la rémunération perçue dans sa structure d'origine (EPS) et définie dans son contrat de travail.

B.1.4. Transactions significatives survenues en 2021 entre BPCE Mutuelle et ses administrateurs ou dirigeants

Aucune transaction entre BPCE Mutuelle et ses administrateurs n'est intervenue en 2021. En particulier, aucun contrat d'assurance entrant dans le champ des articles L.114-32 et suivants du Code de la Mutualité n'a été souscrit à des conditions préférentielles par les administrateurs, les dirigeants, les salariés d'EPS ou leurs conjoints, ascendants et descendants auprès de BPCE Mutuelle.

B.2. Exigences de compétence et d'honorabilité

B.2.1. Gestion de la compétence et de l'honorabilité

Cadre de gestion de la compétence et de l'honorabilité

BPCE Mutuelle établit, implémente et met à jour une politique et des procédures afin de s'assurer que les personnes qui dirigent effectivement l'entreprise ou qui occupent des fonctions clés répondent à la double exigence de compétence et d'honorabilité. La politique de gestion de la compétence et de l'honorabilité de BPCE Mutuelle, conforme aux exigences Solvabilité 2, a été validée en Conseil d'administration en 2015. Cette politique a été mise à jour en 2021.

BPCE Mutuelle applique cette double exigence :

- A l'ensemble de ses administrateurs,
- Aux dirigeants effectifs,
- Aux titulaires des fonctions clés.

L'organisation du système de gestion des compétences et de l'honorabilité assure un traitement efficace et adapté à travers un processus dédié afin d'éviter tout manquement.

Cette organisation encadre la collecte, la conservation et la mise à disposition de toutes informations permettant de prouver la compétence et l'honorabilité d'une personne. Le suivi du respect des exigences en la matière est réalisé au sein du Comité Compétence, Honorabilité et Rémunération.

Ainsi, pour chaque administrateur, un dossier « compétences et honorabilité » est constitué suite à son élection puis actualisé une fois par an. La campagne 2021 de collecte des pièces justificatives a été lancée à la suite du renouvellement partiel du Conseil d'administration survenue au mois de juin.

Les critères d'appréciation des compétences des administrateurs ont fait l'objet d'une révision afin de piloter au mieux les compétences attendues de décideurs devant collectivement disposer des grilles de lecture des décisions et des orientations proposées et en comprendre les enjeux et non d'experts. Les résultats de la campagne de collecte et d'évaluation font apparaître que :

- Aucune anomalie ne vient entacher l'honorabilité des membres du Conseil d'Administration,
- Le Conseil d'Administration a un niveau satisfaisant de compétence collective dans chacun des domaines visés par la réglementation (marché de de l'assurance, marchés financiers, stratégie de l'entreprise et modèle économique, système de gouvernance, analyse financière et actuarielle, exigences législatives et réglementaires).

Le plan de formation établi à l'issue de la campagne d'évaluation s'appuie principalement sur les programmes de formation des organisations professionnelles dédiés aux administrateurs.

Critères

L'honorabilité des personnes assujetties à cette exigence est appréciée par BPCE Mutuelle au regard des critères d'honorabilité tels que précisés par l'article L.114-21 du Code de la mutualité.

L'évaluation de la compétence des dirigeants effectifs, des fonctions clés ainsi que des administrateurs se fonde notamment sur :

- Les qualifications académiques et professionnelles ;
- L'expérience déjà acquise en particulier dans les secteurs de l'assurance ;
- L'expertise dans les domaines ad hoc.

BPCE Mutuelle veille à ce que les membres du Conseil d'administration et des comités associés disposent collectivement des qualifications, expériences et connaissances appropriées. Les membres du Conseil d'administration bénéficient d'un programme personnalisé de formation ou sensibilisation, notamment sur les évolutions de l'environnement réglementaire.

La compétence individuelle des membres du Conseil d'administration et des comités est appréciée de façon proportionnée aux attributions.

B.2.2. Processus d'évaluation

Les administrateurs remplissent un dossier lors de leur nomination et à chaque renouvellement de leur mandat. Les fiches d'évaluation produites à cette occasion sont revues au regard des critères de compétence et d'honorabilité en vigueur au sein de BPCE Mutuelle.

Les membres du Conseil d'administration disposent d'un programme de formation ciblant l'amélioration de la compétence individuelle et collective. Le pilotage et le suivi effectif du programme de formation sont réalisés au sein du Comité Compétence Honorabilité et Rémunération.

Les dirigeants effectifs de BPCE Mutuelle ainsi que les fonctions clés disposent d'un plan de formation au même titre que les salariés d'EPS.

Les fonctions clés font l'objet d'un examen relatif à leur compétence lors de la prise de poste notamment dans le cadre de l'agrément auprès de l'autorité de contrôle.

En toutes circonstances, les responsables des fonctions clés ainsi que les dirigeants effectifs doivent porter à la connaissance des Instances dirigeantes tout élément susceptible de modifier leur statut de personne honorable.

B.3. Systèmes de gestion des risques

Le système de Gestion des Risques de BPCE Mutuelle s'appuie sur un dispositif efficace construit par la Direction des Risques et de la Conformité associée aux différentes Directions concernées et en lien avec la stratégie de l'organisme définie par son Conseil d'administration.

Le système de gestion des risques vise à identifier, évaluer et contrôler l'ensemble des risques auxquels est exposé BPCE Mutuelle.

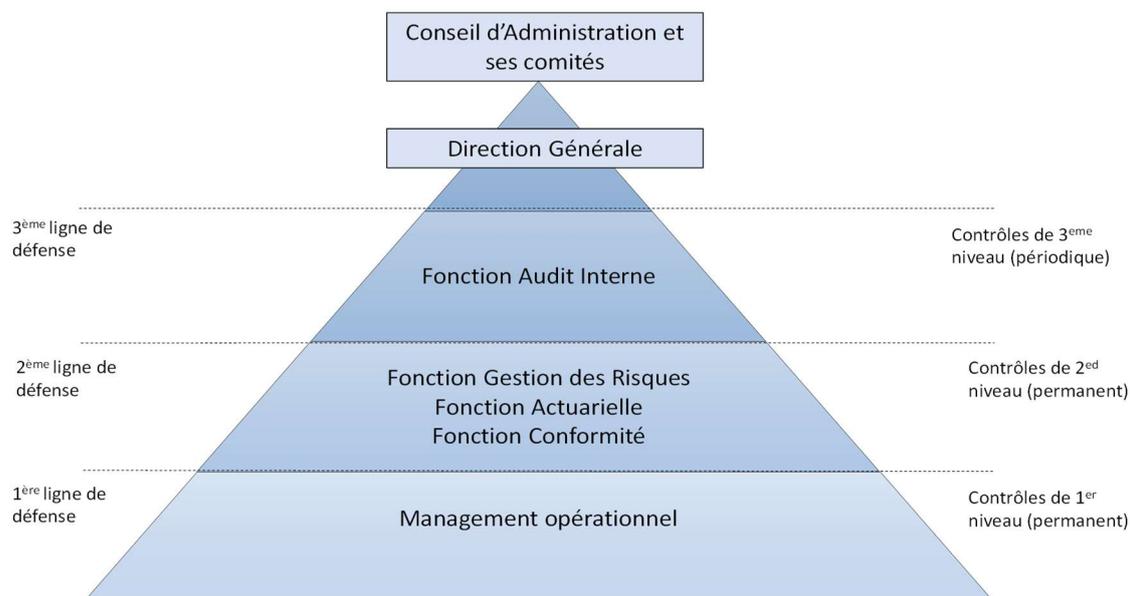
L'ensemble des risques quantifiables et non quantifiables est couvert par la cartographie des risques et est suivi lors de comités opérationnels et lors des comités auxquels participent les membres du Conseil d'administration.

B.3.1. Présentation du dispositif de gestion des risques

La gestion des Risques est confiée à la Direction des Risques et de la Conformité. En particulier la fonction clé « Gestion des Risques » telle que définie par solvabilité 2 est portée par le Directeur des Risques et de la Conformité.

Le système de gestion des risques repose sur le partage de l'information et la coordination des contributeurs. Ces échanges sont organisés à travers des règles et des procédures définies, formalisées et partagées au sein de l'organisme.

Le dispositif de gestion des risques de BPCE Mutuelle est organisé selon le modèle des 3 lignes de défense. Ces trois lignes de défense sont présentées dans le schéma ci-dessous :



L'organe de gouvernance, qui regroupe le Conseil d'administration et les dirigeants effectifs, s'assure de l'efficacité et suit l'amélioration continue du système de gestion des risques. En particulier, il s'assure que les acteurs en charge de la gestion des risques disposent des moyens adéquats afin de mener à bien leurs travaux.

Ligne de défense n°1 – Porteurs de risques / Responsables opérationnels des activités

Les services opérationnels sont responsables des risques qu'ils génèrent. Les responsables opérationnels s'assurent du suivi et de la maîtrise des risques relatifs à leur métier. Ils élaborent et communiquent des indicateurs de suivi des risques. Et plus spécifiquement, ils sont responsables :

- De la mise en œuvre d'autocontrôles formalisés, auditable et reportables,
- De la vérification du respect des limites de risques,
- Des procédures de traitement des opérations et de leur conformité,
- De la déclaration des incidents opérationnels constatés et de l'élaboration des indicateurs d'activité nécessaires à l'évaluation des risques opérationnels.

Les contrôles de premier niveau font l'objet d'un reporting formalisé aux fonctions du contrôle permanent.

Ligne de défense n°2 – Supervision des risques

Les contrôles de second niveau permettent en premier lieu de s'assurer de la qualité, de l'exhaustivité et de la fiabilité des contrôles de premiers niveau. En second lieu, cette deuxième ligne de défense informe les organes de gouvernance des résultats des contrôles réalisés et fait valider les plans de remédiation en lien avec les dysfonctionnements relevés.

Cette ligne de défense anime le système de gestion des risques en s'appuyant notamment sur :

- Le cadre d'appétence aux risques validé par le Conseil d'administration,
- La déclinaison de l'appétence aux risques en tolérances,
- Les limites opérationnelles.

Par ailleurs, la deuxième ligne de défense s'assure de l'exhaustivité et de la pertinence de l'évaluation des risques ainsi que de l'efficacité des contrôles la première ligne de défense. Elle réalise des contrôles complémentaires spécifiques :

- En cas d'atteinte de dépassements des seuils d'alerte au sein d'une activité. La deuxième ligne de défense initie l'évaluation de la situation et participe à la mise en place de réponses adaptées sur la base des dispositifs de maîtrise des risques,
- Elle procède à la réévaluation de l'environnement global de la cartographie des risques dès que cela est nécessaire,
- Elle alerte la troisième ligne de défense en cas d'aggravation d'une situation.

Le plan de contrôle de second niveau est mis à jour annuellement. Ce plan de contrôle est réalisé par des acteurs dédiés de la Direction des Risques et de la Conformité.

Ligne de défense n°3 –L'Audit Interne

La fonction Audit interne est exercée d'une manière indépendante des fonctions opérationnelles et des fonctions de supervision. A travers la réalisation d'un plan d'audit construit sur une approche par les risques, elle contribue à l'évaluation du système de contrôle interne et du système de gouvernance. Elle apporte, à travers ses recommandations, un avis indépendant sur les dispositifs existants et contribue à la prise de décision. Elle s'assure de la cohérence des plans d'action et suit leurs mises en œuvre.

B.3.2. Cadre écrit de gestion des risques

Le Conseil d'administration a défini un cadre procédural autour de son système de gestion des risques couvrant l'ensemble de ses expositions. Ce cadre procédural est conforme aux exigences de Solvabilité 2 et est composé de politiques de gestion des risques, d'un corpus de procédures et de modes opératoires.

La définition et le suivi du cadre d'appétence aux risques sont documentés et reportés aux instances de BPCE Mutuelle. Des indicateurs de risques sont définis et suivis par les directions opérationnelles ainsi que par la Direction des Risques et de la Conformité en particulier par la fonction clé « Gestion des Risques ».

La fonction clé « Gestion des Risques » est intégrée à la structure organisationnelle et aux procédures de décision de BPCE Mutuelle, en particulier lors du comité des Risques, réunions d'Instances, et tout au long du processus ORSA.

Le système de gestion des risques ainsi que le cadre dans lequel il s'inscrit participe à la prise de décision au sein de l'organisme.

B.3.3. ORSA

L'ORSA (Own Risk an Solvency Assessment) est le processus d'évaluation des risques et de la solvabilité par l'organisme. Il démontre la capacité de BPCE Mutuelle à identifier, mesurer et gérer les éléments de nature à modifier sa solvabilité. C'est est un outil de pilotage de l'activité en fonction de l'évolution du profil de risque. En effet, l'ORSA permet une évaluation prospective de la solvabilité de BPCE Mutuelle prenant en compte les évolutions du business plan établis par la Conseil d'administration.

L'ORSA est également le lieu de l'analyse des risques identifiés dans la cartographie des risques ainsi que de l'analyse des différents dispositifs de maitrise des risques associés. Il apparait donc comme un élément essentiel de la prise de décision de l'organisme.

L'ORSA est un processus itératif et régulier (au moins annuel) faisant intervenir le Conseil d'administration à chaque étape clé du process. Un ORSA exceptionnel peut être réalisé dans certaines

circonstances : lancement de nouveaux produits, environnement économique particulier, évènement technique significatif, etc.

Description du processus ORSA :



Le niveau d'appétence aux risques a été défini de manière prudente afin de disposer d'un socle de fonds propres importants visant à assurer la pérennité de BPCE Mutuelle sur le long terme.

B.4. Contrôle interne et conformité

B.4.1. Présentation du processus de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne désigne l'ensemble des procédures, des systèmes et des contrôles mis en œuvre en permanence pour garantir le respect des lois, des règlements, des règles de place et des codes de bonne conduite, la réalisation des objectifs et la maîtrise des risques de toute nature auxquels l'établissement est exposé.

Le dispositif de contrôle interne de BPCE Mutuelle est encadré par les politiques et les stratégies, élaborées en accord avec la réglementation en vigueur, définies par les organes délibérants et dirigeants, ces derniers étant les garants de la qualité de ce dispositif.

L'organisation du contrôle interne repose sur les trois principes suivants :

1. L'exhaustivité du périmètre de contrôle,
2. L'adéquation des contrôles aux types de risques et le caractère auditable des contrôles,
3. L'indépendance des contrôles et la séparation des fonctions de contrôle.

En application du principe fondamental relatif à l'indépendance des contrôles, les fonctions concourant à l'exercice du contrôle interne sont organisées dans des conditions visant à garantir :

- La distinction entre les fonctions de front et de back office,
- L'existence de deux niveaux de contrôle permanent,
- La distinction entre le contrôle périodique et le contrôle permanent.

On distingue donc trois niveaux de contrôles :

- Niveau 1 : le contrôle réalisé par les opérationnels ;
- Niveau 2 : le contrôle par des équipes dédiées dans le cadre de leurs activités de contrôle et de supervision,
- Niveau 3 : le contrôle périodique réalisé par l'Audit interne.

Les services opérationnels chargés des contrôles de premier niveau sont notamment chargés :

- De la mise en œuvre de contrôles formalisés, tracés et reportables,
- De la vérification du respect des limites de risques, des procédures de traitement des opérations et de leur conformité,
- De la déclaration des incidents de risques opérationnels et de la définition d'indicateurs d'activité nécessaires à leur évaluation,

- De la justification des soldes comptables des comptes mouvementés pour les opérations initiées dans ces services.

Le contrôle permanent de niveau 2 est assuré par la Direction des Risques et de la Conformité.

B.4.2. Conformité

BPCE Mutuelle a mis en place et tient à jour un dispositif de vérification de la conformité, au travers d'une politique, d'une cartographie spécifique des risques de non-conformité, de contrôles permanents dédiés et de remontées des incidents.

La politique « conformité » définit le dispositif de maîtrise des risques de non-conformité, en précisant le rôle de chaque acteur, les moyens permettant d'identifier, gérer, piloter et contrôler les risques de non-conformité. Elle fait l'objet d'un réexamen régulier par le Conseil d'administration, selon une fréquence a minima annuelle et est actualisée en cas de changement important dans l'environnement interne et/ou externe de l'organisme.

La fonction vérification de la conformité est notamment chargée :

- Des rapports réguliers sur les questions importantes de conformité et de réglementation à la Direction et aux régulateurs,
- De la criminalité financière,
- Du suivi des risques liés à la conformité et à la réglementation.

La fonction clé « vérification de la conformité » est directement rattachée à la Direction Générale et est indépendante des métiers. Elle rend compte annuellement au Conseil d'administration, en lien avec la Direction Générale.

B.5. Fonction d'audit interne

B.5.1. Organisation de la fonction d'audit interne

La Fonction audit interne évalue notamment l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne et les autres éléments du système de gouvernance. Pour ce faire, elle

- s'appuie sur une politique dédiée,
- tient à jour un inventaire complet de son périmètre,
- définit les cycles d'audit à partir d'une évaluation des risques appelé « risk assessment ». Pour réaliser cette évaluation, l'ensemble des activités de l'établissement fait l'objet d'un découpage en unités auditables.

Elle rend compte au Directeur Général et au Conseil d'administration via des missions d'audit permettant de couvrir l'ensemble du périmètre sur un nombre limité d'exercices. Toutes ces missions donnent lieu à l'émission d'un rapport et la formulation de recommandations ou de conseils. Ces recommandations sont suivies dans le temps au travers de plans d'action élaborés par les responsables des unités auditées.

B.5.2. Indépendance et objectivité

La fonction Audit interne bénéficie d'un accès direct au Comité d'Audit et des Risques et au Conseil d'administration de BPCE Mutuelle avec lequel elle communique et échange librement.

La gestion de l'Audit interne repose sur deux grands principes directeurs :

- ➔ Avoir accès à toute information et tout document nécessaire à la réalisation des missions d'audit.
- ➔ Être indépendant.

La fonction Audit interne a accès à toutes les informations, tous les systèmes d'information et toutes les personnes requises pour la réalisation de ses missions d'audit sur site. Dans ce cadre, aucun domaine réservé ne peut lui être opposé.

La fonction Audit interne est rattachée hiérarchiquement au Directeur Général et n'exerce aucune activité opérationnelle. Par ailleurs, elle ne définit, ni ne gère, les dispositifs contrôlés. La fonction Audit interne signale à l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle tout problème majeur relevant de son domaine de responsabilité.

B.6. Fonction Actuarielle

B.6.1. Organisation de la fonction Actuarielle

Le responsable de la Fonction Actuarielle met en œuvre les travaux relatifs aux dispositions réglementaires Solvabilité 2 qui lui incombent. Il dispose du temps nécessaire à la réalisation de ses travaux.

B.6.2. Présentation des travaux de la fonction Actuarielle

Le responsable de la Fonction Actuarielle coordonne le calcul des provisions techniques prudentielles de BPCE Mutuelle :

- Il analyse la pertinence des hypothèses et paramètres utilisés, notamment le regroupement des portefeuilles constitués selon des groupes homogènes de risques, la profondeur des historiques retenus et les méthodes de détermination des écoulements futurs de prestations ;
- Il veille à tenir compte des options et garanties incluses dans les contrats ;
- Il compare annuellement l'évolution des provisions techniques prudentielles et analyse la pertinence des estimations passées au regard de l'écoulement réel observé des prestations.

Il émet un avis sur la politique globale de souscription :

- Il participe aux commissions de la Mutuelle relatives à l'évolution de l'offre et s'assure de la cohérence retenue dans l'élaboration des garanties, les équilibres des tarifications associées, les prises en compte d'effets comportementaux tels que des effets d'aubaine et d'antisélection par les adhérents protégés ;
- Il vérifie la cohérence des hypothèses de tarification utilisées pour répondre aux appels d'offres, la pertinence des paramètres retenus, la bonne prise en compte des options et garanties demandées dans les cahiers des charges, les incidences de vis-à-vis des équilibres techniques.

Il veille à la cohérence des dispositions prises en matière de réassurance :

- Il vérifie l'intérêt du programme de réassurance mis en place et de la qualité des réassureurs ;
- Il propose des axes d'amélioration aux dispositions de réassurance mises en place ;
- Il analyse les besoins de recourir à la réassurance dans le cadre des déclinaisons opérationnelles de la politique de souscription.

Il contribue à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques, notamment à la modélisation des risques sous-tendant le calcul des exigences de capital et l'évaluation interne des risques et de la solvabilité. Dans ce cadre, il rend compte de ses travaux au travers d'un rapport annuel présenté en Comité d'Audit et des Risques et approuvé en Conseil d'administration.

Le rapport de la Fonction Actuarielle a été présenté et approuvé en séance du Conseil d'Administration du 18 mai 2021.

B.7. Sous-traitance

La sous-traitance est définie comme « un accord, quelle que soit sa forme, conclu entre une entreprise d'assurance ou de réassurance et un prestataire de services, soumis ou non à un contrôle, en vertu duquel ce prestataire de services exécute, soit directement, soit en recourant lui-même à la sous-traitance, une procédure, un service ou une activité, qui serait autrement exécuté par l'entreprise d'assurance ou de réassurance elle-même ».

BPCE Mutuelle a recours à des sous-traitants et prestataires concernant certaines activités.

Le cadre de la gestion de la sous-traitance de BPCE Mutuelle définit les critères et les règles de la sous-traitance. Les prestataires pour lesquels le cadre de sous-traitance, au sens Solvabilité 2, s'applique sont identifiés à travers des critères et règles permettant d'engager des actions correctrices et des plans d'actions si nécessaire.

BPCE Mutuelle a défini des critères permettant de classer ses sous-traitants en trois groupes. Les critères vont du coût de la prestation à l'impact financier en cas d'incapacité du prestataire à honorer ses engagements.

Les prestataires concernés par ce classement se rapportent principalement :

- Aux activités confiées à EPS,
- Aux prestations de maintenance informatique, principalement en France,
- Aux prestations de gestions financières et de mandats de gestion généralement rattachées au Groupe BPCE et situées en France,
- Aux activités de dépositaires de titres nécessitant un agrément ACPR et situés en France,
- Aux activités de réseaux de soins, des offres de services non proposées en interne et difficilement substituables, situées en France.

B.8. Autres informations

Néant

C. Profil de risques

BPCE Mutuelle exerce son activité principalement à travers la commercialisation de contrats frais et soins de santé majoritairement collectifs, et tous annuels.

Le profil de risque de BPCE Mutuelle, relève de la Formule Standard du régime prudentiel Solvabilité 2. En effet, les actifs de placement et en particulier la concentration des liquidités constituent l'exposition la plus significative. Au sein de ce risque de marché, BPCE Mutuelle est sensible aux chocs actions ainsi qu'au risque de concentration.

La concentration d'une part significative des liquidités de BPCE Mutuelle dans le Groupe BPCE couplée aux programmes de réassurance est à l'origine de l'exposition au risque de défaut.

En lien avec son activité principale, le risque de souscription apparaît également significatif.

Les Dispositifs de Maitrise des Risque (DMR) mis en place par BPCE Mutuelle ont pour objectif de garantir en permanence la maîtrise de l'ensemble de ces risques. Le système de gestion des risques permet d'identifier, de quantifier, contrôler et de déclarer de manière appropriée les risques auxquels BPCE Mutuelle est exposée.

Des politiques, validées annuellement par le Conseil d'administration, définissent le cadre de la prise de risque et exposent les systèmes d'alertes permettant d'informer les administrateurs de tout dépassement des limites autorisées.

En K€		31/12/2021
SCR		32 147
SCR Marché en M€		22 631
	Action	16 157
	Concentration	4 345
	Spread	3 793
	Taux	4 815
	Devise	1 848
	Immobilier	2 435
SCR Vie		6
	Mortalité	5
	Longévité	-
	Frais	1
	Catastrophe	1
	Morbidité	-
SCR défaut		4 991
	Type 1	2 926
	Type 2	2 406
SCR Santé		10 596
	Non vie	10 511
	Vie	-
	Catastrophe	322
SCR Opérationnel		2 954

Rappel : La somme des risques est supérieure au risque total du fait de la prise en compte de la corrélation entre risques (effet de diversification).

C.1. Risque de souscription

C.1.1. Exposition au risque de souscription

Le risque de souscription est défini comme le risque de pertes ou d'évolutions défavorables de la valeur des engagements d'assurance, en raison d'hypothèses inadéquates en matière de tarification et de provisionnement.

Les principaux risques de souscription liés à l'activité de BPCE Mutuelle sont les suivants :

Risque de primes et de réserves

BPCE Mutuelle est par nature exposée au risque de primes, c'est-à-dire au risque d'une tarification inadéquate, conduisant à des primes insuffisantes par rapport à la sinistralité.

Le désengagement, toujours plus important, de la sécurité sociale concernant les remboursements maladies, et les autres réformes (100% santé) exposent d'autant BPCE Mutuelle aux risques de tarification.

La croissance des portefeuilles de BPCE Mutuelle conduit mécaniquement à l'accroissement du risque de primes.

L'exposition au risque de réserves reflète le risque d'un surprovisionnement ou d'un sousprovisionnement en particulier concernant les provisions pour sinistres à payer (PSAP).

Risque de frais

Le système interne de comptabilité analytique permet d'affecter les frais par objet et par nature. La structure des coûts de BPCE Mutuelle s'appuie sur :

- Une base de coûts fixes insensible aux volumes d'activité,
- Des coûts de gestion proportionnés au volume d'activité,
- Des coûts de projets variables par nature.

Risque catastrophe

Certains événements, de probabilité faible, peuvent avoir des conséquences à la fois sur le résultat ainsi que sur la solvabilité de BPCE Mutuelle, à savoir : accidents majeurs, épidémies, risques sanitaires majeurs.

C.1.2. Concentration des risques de souscription

Les salariés des Caisses d'Épargne et d'autres entreprises du Groupe BPCE forment l'essentiel des assurés. Cette concentration est acceptée par l'organisme puisque inhérente à son positionnement.

C.1.3. Atténuation du risque de souscription

Le suivi de la politique de souscription ainsi que celui des équilibres techniques constituent les axes majeurs de la maîtrise des risques de souscription.

La réduction du risque de souscription trouve donc sa source dans sa bonne gouvernance. La politique de réassurance vient compléter le dispositif en protégeant la solvabilité de BPCE Mutuelle.

C.1.4. Stress-test et analyse de sensibilité

Les capacités de résistance de BPCE Mutuelle sont testées annuellement au travers de stress tests. Ces travaux permettent de conclure sur sa capacité à tenir ses engagements tout en présentant une marge de solvabilité suffisante.

C.2. Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte de fonds propres résultant des variations de paramètres de marché, de leurs volatilités et des corrélations entre ces paramètres.

C.2.1. Exposition au risque de marché

Respect du principe de la personne prudente dans la gestion des investissements

BPCE Mutuelle a défini sa politique de gestion des actifs financiers en respect du principe de personne prudente tel que défini dans l'article 132 de la Directive Solvabilité 2, à savoir :

- Une organisation réfléchie et structurée de la politique d'investissements décrite dans des textes de référence soumis à l'approbation des instances évoquées dans le présent document,
- Une politique générale de placement qui procède de l'allocation stratégique, elle-même définie à partir d'une vision globale de moyen / long terme,
- Des opérations qui s'inscrivent dans le cadre d'un process discipliné d'investissements (reportings / propositions / décisions / contrôle) avec des objectifs définis par une gouvernance claire,
- Des actifs choisis en raison de leur sécurité et de leur liquidité,
- BPCE Mutuelle n'investit que dans des actifs et instruments financiers dont elle peut et sait identifier, mesurer, suivre et gérer les risques qui en découlent.

Les investissements les moins liquides ou ne respectant pas les conditions de taille ou d'ancienneté requises font l'objet d'une prise de décision en Comité d'Investissement Exceptionnel interne avant validation expresse des administrateurs.

- Méthodes d'évaluation du risque de marché

L'évaluation du risque de marché s'appuie sur un dispositif structuré de suivi du portefeuille et des risques :

- Un accès de façon permanente à des fournisseurs d'informations qui lui permettent de connaître à tout moment les situations de marché,
- La définition d'une stratégie de gestion globale intégrant notamment une allocation stratégique d'actifs. Cette stratégie de gestion, déterminée à partir des analyses actif/passif internes vise à maximiser le rendement en minimisant le risque de perte,
- La prise en compte du degré d'atteinte des objectifs et des perspectives des marchés financiers afin d'adapter l'allocation tactique.

Des outils, testés régulièrement, permettent d'effectuer :

- Des contrôles quotidiens du respect des règles de gestion,
- Un suivi et une analyse a minima mensuelle du portefeuille, de l'équilibre actif/passif et du degré d'atteinte des objectifs de gestion, reprenant des éléments tels que la structure par classe d'actif, la performance des actifs, les notes des émetteurs en portefeuille, les contreparties les plus importantes
- Un suivi du risque financier du portefeuille par rapport à des scénarios (baisse des actions, des taux, hausse des devises, élargissement des spreads),
- Les suivis trimestriels par le Comité Interne de Suivi des Titres, des titres ou catégories de titres sensibles ou atypiques,
 - ✓ Les reportings des fonds sous mandat de gestion,
 - ✓ Les rapports à destination du Conseil d'administration ou du régulateur.

Principales expositions de l'organisme au risque de marché :

Les principales expositions en termes de risques de marché pour BPCE Mutuelle, issues de la Formule Standard du régime dit Solvabilité 2 sont :

- Le risque action : risque de perte de fonds propres liée à une variation de la valorisation et /ou de la volatilité du cours des actions,
- Le risque de concentration : risque que le portefeuille de placement soit insuffisamment diversifié,
- Le risque de spread : risque de perte de fonds propres liée à une hausse du niveau du risque de crédit pouvant naitre d'un changement de notation (dégradation) ou d'un défaut d'un émetteur.

C.2.2. Concentration des risques de marché

BPCE Mutuelle investit sur les différentes classes d'actifs financiers en respectant le principe de la personne prudente. Au sein de chaque classe d'actifs les expositions sont diversifiées en termes géographique, d'émetteurs et de secteurs. Cette diversification se caractérise par la définition de seuils, de limites et de contraintes.

Les concentrations sont régulièrement suivies lors de comités spécifiques en lien avec les exigences de solvabilité spécifiquement liées à l'exposition et à la concentration des expositions.

Compte tenu de la durée moyenne de ses engagements, la structure du portefeuille de BPCE Mutuelle comporte une part significative de trésorerie.

C.2.3. Atténuation du risque de marché

La politique de gestion du risque d'investissement de BPCE Mutuelle permet un suivi des risques financiers. Ces risques sont suivis lors de comité des risques et au travers de reportings réguliers.

En particulier, des indicateurs de suivi et des tableaux de bord sont régulièrement produits et remontés aux organes de directions par des équipes dédiées.

Le risque de marché est également atténué par l'encadrement des procédures d'investissements. Chaque société de gestion doit faire l'objet d'un agrément préalable à tout premier investissement dans l'un de ses fonds.

Les procédures d'investissements définissent les limites et les conditions d'investissements. Des programmes informatiques d'alerte automatique sont mis en place. Ils permettent de détecter tout dépassement de limites ou non-respect des contraintes.

C.2.4. Stress-test et analyse de sensibilité

Des sensibilités au risque de taux sont réalisées régulièrement ainsi que des stress tests, en particulier dans le cadre de l'ORSA. Ils permettent de s'assurer du maintien des expositions aux risques de marché de BPCE Mutuelle conformes au cadre d'appétence validé par le Conseil d'Administration.

C.3. Risque de crédit

Le risque de crédit se définit comme le risque de perte financière résultant de l'incapacité d'émetteurs ou des contreparties à faire face à leurs engagements financiers.

C.3.1. Exposition au risque de crédit

Le portefeuille de placement de BPCE Mutuelle contient une part significative d'obligation d'entreprises. Par nature, cette classe d'actifs expose BPCE Mutuelle au risque de crédit. En particulier, le risque

peut se matérialiser par une migration de la notation de l'émetteur (downgrading) pouvant aller jusqu'au défaut.

Par ailleurs, BPCE Mutuelle ayant recours à la réassurance pour une part de ses activités, elle est exposée au risque de défaut de ces organismes (contreparties).

Enfin, la nature des activités de BPCE Mutuelle nécessite que son allocation d'actifs présente une part importante en liquidités. Ces actifs particulièrement liquides sont principalement déposés dans des établissements spécialisés qui exposent BPCE Mutuelle au risque de contrepartie.

C.3.2. Concentration des risques de crédit

La concentration du risque de crédit est suivie lors de comités de risques spécifiques au travers de reportings spécifiques permettant à BPCE Mutuelle d'être en permanence informée des niveaux de concentration par émetteur et par notation.

C.3.3. Atténuation du risque de crédit

La mise en place de seuils et de limites par notation permet de limiter le risque de crédit de BPCE Mutuelle. Les seuils sont définis pour les contreparties en lien avec la réassurance et les émetteurs dans lesquels BPCE Mutuelle investit.

C.3.4. Stress-test et analyse de sensibilité

L'impact du risque de crédit et de contrepartie est évalué au travers de la Formule Standard. Des stress tests sont simulés annuellement lors des exercices ORSA de BPCE Mutuelle.

C.4. Risque de liquidité

Le risque de liquidité pour BPCE Mutuelle correspond au risque d'insuffisance d'actifs immédiatement mobilisables pour honorer ses engagements. Le risque de liquidité peut naître d'une éventuelle étroitesse de marché ou d'absence de contrepartie permettant de vendre des actifs devenus alors illiquides.

C.4.1. Exposition au risque de liquidité

BPCE Mutuelle peut être exposée au risque de liquidité au travers de potentielles impasses de trésorerie en cédant des actifs dans des conditions de marché défavorables.

C.4.2. Concentration des risques de liquidité

Historiquement, BPCE Mutuelle confie ses actifs les plus liquides au sein du groupe BPCE.

C.4.3. Atténuation du risque de liquidité

BPCE Mutuelle produit des études permettant de s'assurer de l'adéquation entre le besoin et la disponibilité des liquidités.

C.4.4. Stress-test et analyse de sensibilité

Néant.

C.5. Risque opérationnel

Le risque opérationnel se définit comme le risque de perte résultant de procédures internes, de membres du personnel ou de systèmes inadéquats ou défectueux, ou d'événements extérieurs. La définition inclut les risques de non-conformité et risques juridiques, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

BPCE Mutuelle utilise la formule standard définie par le régime dit Solvabilité 2 pour estimer son risque opérationnel.

C.5.1. Exposition au risque opérationnel

Toutes les activités de BPCE Mutuelle l'exposent aux risques d'erreurs humaines ou de défaillance d'un système nécessitant une déclaration d'incidents.

C.5.2. Concentration du risque opérationnel

Le risque opérationnel est maîtrisé au sein de BPCE Mutuelle en raison de la mise en place de dispositifs de maîtrise des risques adéquats.

C.5.3. Atténuation du risque opérationnel

Les incidents opérationnels font l'objet d'une déclaration pour toute perte financière. La base de données des incidents est suivi lors de comités des risques spécifiques et les plans d'action associés sont mis en œuvre. Les incidents majeurs sont présentés en Comité d'Audit et des Risques.

Pour limiter la fréquence et la sévérité d'un risque opérationnel, BPCE Mutuelle dispose d'un corpus de procédures et de modes opératoires détaillés. Le système de contrôle permanent implique l'ensemble des directions opérationnelles ce qui permet une remontée efficace des éventuelles défaillances.

C.5.4. Stress-test et analyse de sensibilité

BPCE Mutuelle réalise régulièrement des tests de sensibilité et des stress-tests associés aux risques opérationnels conduisant à la réalisation d'un risque de non-conformité, en particulier dans le cadre de l'ORSA.

C.6. Autres risques importants

C.6.1. Exposition aux autres risques

Néant

C.6.2. Concentration des autres risques

Néant

C.6.3. Atténuation des autres risques

Néant

D. Valorisation pour le calcul de la solvabilité

Bilan prudentiel BS-C1

Etat S.02.01.02 - Bilan Solvabilité II

		Valeur Solvabilité II C0010
Actifs		
Goodwill	R0010	
Frais d'acquisition différés	R0020	
Immobilisations incorporelles	R0030	
Actifs d'impôts différés	R0040	
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	
Investissements (autre qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	129 904
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	9 738
Détenue dans les entreprises liées, y compris participations	R0090	
Actions	R0100	735
Actions - cotées	R0110	735
Actions - non cotées	R0120	
Obligations	R0130	69 293
Obligations d'Etat	R0140	19 398
Obligations d'entreprise	R0150	49 895
Titres structurés	R0160	
Titres garantis	R0170	
Organismes de placement collectif	R0180	49 831
Produits dérivés	R0190	
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	307
Autres investissements	R0210	
Actifs en présentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0230	10
Avances sur police	R0240	
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	4
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	7
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	4 616
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	4 616
Non-vie hors santé	R0290	
Santé similaire à la non-vie	R0300	4 616
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	
Santé similaire à la vie	R0320	
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	
Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	10 742
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	231
Autres créances (hors assurance)	R0380	8 638
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	
Eléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	41 045
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	
Total de l'actif	R0500	195 186

Passifs		Valeur Solvabilité II
		C0010
Provisions techniques non-vie	R0510	28 330
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	
Meilleure estimation	R0540	
Marge de risque	R0550	
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	28 330
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	
Meilleure estimation	R0580	27 379
Marge de risque	R0590	952
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	448
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	
Meilleure estimation	R0630	
Marge de risque	R0640	
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	448
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	
Meilleure estimation	R0670	447
Marge de risque	R0680	1
Provisions techniques UC et indexés	R0690	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
Meilleure estimation	R0710	
Marge de risque	R0720	
Autres provisions techniques	R0730	
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	4
Provisions pour retraite	R0760	
Dépôts des réassureurs	R0770	
passifs d'impôts différés	R0780	
Produits dérivés	R0790	
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	0
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	559
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	6 865
Autres dettes (hors assurance)	R0840	25 116
Passifs subordonnés	R0850	
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	
Total du passif	R0900	61 322
Excédent d'actif sur passif	R1000	133 864

D.1. Valorisation des actifs

D.1.1. Principes et méthodes de valorisation des actifs

Actifs (hors IDA)	Montant KC	%	Mode de valorisation	Source de valorisation	Méthode de projection
Obligations et EMTN Côtés	48 027	24.6%	Valeur de marché coupons courus inclus	Valeur de clôture	Obligation (Actualisation taux EIOPA)
OPCVM	49 831	25.5%	Valeur de marché	Valeur de clôture	Si transparisé suivant actif si non transparisé actions de typé 2
Actions cotées	735	0.4%	Valeur de marché	Valeur de clôture	Action de type 1
Immobilier	9 738	5.0%	Expertise quinquennale actualisée	Rapport d'évaluation Rapport d'actualisation	Immobilier
Caisse et comptes courants	41 353	21.2%	Valeur nette comptable	Comptabilité	Monétaire
Dépôts à terme bancaires	21 266	10.9%	Valeur nette comptable	Comptabilité	Obligation (Actualisation taux EIOPA)
Prêts	10	0.0%	Valeur nette comptable	Comptabilité	
BE cédés	4 616	2.4%	Modélisation des flux futurs	ERMS	
Créances	19 611	10.0%	Valeur nette comptable	Comptabilité	
Total	195 187	100%			

Conformément à l'article 75 de la Directive Solvabilité 2, les actifs sont valorisés à leur valeur économique, c'est-à-dire, au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes. Sont concernés par cet article les obligations des placements financiers, les actions, et les OPCVM et les actifs immobiliers. L'évaluation des actifs immobiliers hors SCPI, s'appuie sur le rapport annuel d'expertise réalisé, conformément à la réglementation en vigueur.

Pour les autres actifs, la valeur comptable est la meilleure estimation de la valeur économique.

Transparisation

Afin de permettre le calcul du capital requis de solvabilité, les investissements sous forme de fonds (OPCVM) ont été transparisés.

Le pourcentage des actifs non valorisés en transparence s'élève à 5% du total des actifs, inférieur au seuil des 20%, limite admise par la réglementation. Ne disposant pas de l'allocation cible des actifs sous-jacents de ces OPCVM, par mesure de prudence, les risques des fonds non transparisés ont été assimilés à ceux des titres non cotés (ce qui correspond à un risque maximum).

D.1.2. Différences significatives entre les méthodes et les principales hypothèses retenues pour l'évaluation des actifs dans les états financiers et celles retenues pour leur évaluation pour les calculs des SCR

Les principales différences entre les méthodes et hypothèses retenues pour l'établissement du bilan économique et celles utilisées pour établir les comptes statutaires tiennent au fait que pour les besoins de Solvabilité 2, les actifs sont valorisés à leur valeur économique. Pour mémoire, dans les comptes statutaires de BPCE Mutuelle, établis selon les principes comptables français, les actifs sont enregistrés au coût historique ou au coût amorti.

D.1.3. Estimations utilisées

Des estimations sont faites par BPCE Mutuelle uniquement en application du principe de proportionnalité et donc sur des éléments non significatifs, comme évoqué dans la section précédente.

Pour rappel, les fonds non transparisés sont traités avec un niveau de risque maximal (choc risque action 49% additionné au Dampner).

D.1.4. Modification des principes de comptabilisation et de valorisation et des estimations utilisées

L'organisme n'a pas fait évoluer ses principes de comptabilisation ni de valorisation de ses actifs.

D.1.5. Impôts différés actifs

Un impôt différé est constaté sur toute différence temporelle entre la valeur d'un actif ou d'un passif inscrit au bilan économique et sa valeur fiscale, à hauteur de sa valeur recouvrable. La chronique des taux d'imposition utilisée dans la projection est la suivante :

	2021	2022	2023	2024	2025
Impôt sur les sociétés	26,50%	25,83%	25,83%	25,83%	25,83%

Les impôts différés n'ont pas été pris en compte dans les fonds propres éligibles à la couverture du besoin de solvabilité.

D.2. Valorisation des provisions techniques (BE)

D.2.1. Principes, méthodes et principales hypothèses utilisées pour l'évaluation des provisions techniques

Les provisions sont évaluées à la date d'engagement par ligne d'activité (LoB – Line of Business) :

- Contrats individuels en cas de Vie : LoB 32 (Autre assurance vie)
- Dommages corporels : LoB 1 (Assurance Frais de santé)

Brut de réassurance K€	31/12/2020	31/12/2021	Variation
Best Estimate LoB 1	30 484,4	27 378,7	- 3 105,7
Best Estimate LoB 32	571,9	447,0	- 125,0
Total Best Estimate brut	31 056,3	27 825,6	- 3 230,7

Les méthodes suivantes ont été appliquées pour déterminer les meilleures estimations :

Calcul du Best Estimate

Le calcul du Best Estimate est déterminé au niveau des 8 segments Santé et d'un segment Obsèques paramétrés dans l'outil de calcul ERMS, à savoir :



Un Best Estimate de sinistres (correspondant à la meilleure estimation des prestations qui seront versées relatives aux sinistres déjà survenus) et un Best Estimate de primes (meilleure estimation des sinistres non encore survenus rapportés aux cotisations attendues en N+1) sont calculés.

Calcul de la Risk Margin

La Risk Margin est calculée par LoB (Line Of Business) selon la méthode dite « de duration », qui exclut en particulier le risque de marché.

D.2.2. Niveau d'incertitude associé au niveau des provisions techniques

La valorisation des provisions pour sinistres est déterminée par des méthodes statistiques. S'agissant d'éléments estimatifs fondés sur l'observation du passé, les provisions techniques comportent une part d'incertitude. Les autres facteurs d'incertitude tiennent à l'évolution vraisemblable du contexte jurisprudentiel qui pourrait induire une augmentation des coûts moyens des sinistres.

Modélisation des PSAP

Ces éléments ne sont pas modélisés directement par le modèle. L'approche utilisée consiste à renseigner les montants comptables des PSAP à la date de lancement du modèle et à effectuer leur écoulement via une chronique de liquidation renseignée en hypothèse.

D.2.3. Différences significatives par rapport à l'évaluation des provisions techniques dans les états financiers

Les différences entre les provisions pour engagements techniques reprises dans les comptes statutaires et celles incluses dans le bilan économique tiennent au fait que :

- les principes suivis divergent : principe d'engagement dans le bilan prudentiel ; principes d'acquisition et de survenance dans les comptes statutaires,
- les marges de prudence sont différentes : provisions valorisées en application du principe du Best Estimate dans le bilan économique ; provisions plus prudentes dans les comptes statutaires.

D.2.4. Recours à des dispositions transitoires pour la détermination de la courbe de taux sans risque

Néant.

D.2.5. Description des provisions techniques cédées

Un programme de réassurance protège les résultats et le bilan de la Mutuelle d'éventuelles dérives des frais de soins et il est constitué de deux traités de réassurance souscrits auprès de la CNP.

Pour chaque segment réassuré, un BE de prestations et de cotisations cédé est calculé en appliquant au BE brut, le taux de réassurance prévu au traité.

D.2.6. Évolution des hypothèses de valorisation des provisions techniques

Les hypothèses de valorisation des provisions techniques ont été ajustées sur la partie liée aux coûts de gestion, aux commissions de réassurance pour tenir compte des données comptables moyennes mises à jour et aux hypothèses de renouvellements et productions futures. Ces évolutions de paramètres influent marginalement les calculs des provisions techniques.

D.2.7. Autres éléments

Néant.

D.3. Valorisation des autres passifs

D.3.1. Principes de comptabilisation et de valorisation

Pour les autres éléments figurant au passif du bilan Solvabilité 2 (hors provisions techniques), la valeur comptable est considérée comme la meilleure approximation de la valeur économique.

Autres passifs	Montant en K€	Mode de valorisation	Source de valorisation
Dettes d'opérations de réassurance	6 917	Valeur nette comptable	Comptabilité
Dettes nées d'opérations directes	375	Valeur nette comptable	Comptabilité
Autres dettes	25 248	Valeur nette comptable	Comptabilité

D.3.2. Différences significatives par rapport aux états financiers

Néant.

D.4. Valorisation par des méthodes alternatives

Néant.

D.5. Autres informations

Néant.

E. Gestion du capital

Les fonds propres économiques de BPCE Mutuelle au 31 décembre 2021 se présentent ainsi :

Solvabilité économique (en K€)	31/12/2020	31/12/2021	Variation
Fonds propres éligibles SCR	128 250	133 864	5 615
SCR	27 829	32 147	4 318
Taux de couvertures du SCR	460,8%	416,4%	-44 bp

Le taux de couverture correspond au rapport entre le montant de fonds propres éligibles et le montant de besoin règlementaire en fonds propres (SCR). A la clôture 2021, BPCE Mutuelle dispose de 4,16 fois le montant de fonds propres exigé par la réglementation.

Cette baisse de 44 points sera détaillée au paragraphe E.2.

Par ailleurs, au cours de l'année écoulée, BPCE Mutuelle n'a pas d'élément tendant à montrer qu'elle n'a pas été en mesure de respecter l'exigence de couverture du SCR.

E.1. Fonds propres économiques

E.1.1. Objectifs, politiques et procédures de gestion des fonds propres économiques

Même si certains instruments financiers sont à sa disposition, soit pour alléger le besoin de fonds propres, soit même pour renforcer ceux-ci, BPCE Mutuelle ne peut pas facilement émettre et placer des instruments de fonds propres. Sa gestion des fonds propres doit donc résulter d'abord d'une approche prudente de la prise de risques, d'une démarche exigeante de l'équilibre économique de ses contrats et d'un suivi permanent des éventuelles difficultés qui pourraient peser sur sa solvabilité.

L'ensemble des processus et politiques décrit dans le chapitre B de ce rapport concourent à gérer les risques susceptibles d'impacter de manière significative la solvabilité de BPCE Mutuelle.

En particulier, l'exercice ORSA permet d'appréhender l'impact du projet stratégique de la mutuelle sur sa solvabilité, à l'horizon du plan stratégique, et permet d'approfondir les études de sensibilité.

E.1.2. Structure des fonds propres

Les fonds propres sont classés en trois niveaux en fonction de leur disponibilité, de leur subordination prioritaire pour la couverture des engagements des assurés et de leur durée. Ces notions sont définies dans la Directive et dans les textes réglementaires de niveau 2 pour Solvabilité 2.

Ainsi, un élément de fonds propres est classé au niveau 1 s'il est disponible en permanence et si son règlement aux détenteurs du capital est totalement subordonné au règlement préalable des engagements vis-à-vis des bénéficiaires des contrats (c'est-à-dire que son montant total est refusé à son détenteur jusqu'à ce que tous les autres engagements aient été honorés). Un élément de fonds propres est classé au niveau 2 s'il est totalement subordonné aux engagements vis-à-vis des bénéficiaires des contrats. Tous les autres éléments sont classés au niveau 3.

La répartition des fonds propres de BPCE Mutuelle par niveau se présente comme suit :

Montant en K€	31/12/2020	31/12/2021	Variation
Tier 1	128 250	133 864	5 615
<i>Fonds de dotation sans droit de reprise</i>	610	610	0
<i>Réserve de réconciliation</i>	122 896	133 254	10 358
Tier 2	0	0	0
Tier 3 (IDA Net)	0	0	0
Total Fonds propres	123 506	133 864	10 358

Selon les hypothèses actuelles, il n'y a pas en couverture du SCR de capitaux classés en Tier 2 ni Tier 3.

Le Tier 3, composé des impôts différés actifs nets des impôts différés passif ne peut excéder 15% du SCR et n'est pas reconnu en couverture du MCR.

Pour mémoire, il est ici rappelé que les fonds propres éligibles à la couverture du SCR doivent être constitués par au moins 50% de fonds propres classés en Niveau 1 et par moins de 15% de fonds propres classés en Niveau 3. Les fonds propres éligibles à la couverture du MCR doivent être constitués par au moins 80% de fonds propres classés en Niveau 1.

E.1.3. Réserve de réconciliation

Le montant de la réserve de réconciliation est de 133 254 k€.

31/12/2021 en K€	Valeur Solvabilité 1	Valeur Solvabilité 2	Ecart de valorisation
Impôts différés actif bruts	-	3 980	3 980
Placement (y/c trésorerie)	157 360	170 960	13 600
Provisions techniques cédées	8 454	4 616	- 3 838
Autres actifs	19 613	19 611	- 2
TOTAL ACTIF	185 428	199 166	13 738
Provisions techniques brutes	27 567	28 782	1 215
Impôts différés passif	-	3 980	3 980
Autres passifs	32 540	32 540	-
TOTAL PASSIF	60 107	65 302	5 195
EXCEDENT ACTIF/PASSIF	125 321	133 864	8 543
Fonds de dotations sans droit de reprise	610	610	-
Position nette IDA	-	-	-
RESERVE DE RECONCILIATION	124 711	133 254	8 543

E.1.4. Mesures transitoires applicables

Néant.

E.1.5. Fonds propres auxiliaires

Néant.

E.1.6. Éléments déduits des fonds propres

Néant.

E.1.7. Perspectives

Dans le cadre de la projection ORSA sur la situation au 31 décembre 2020, sur un horizon de cinq ans, la simulation de l'évolution du SCR et du bilan prudentiel a permis de s'assurer de la suffisance des fonds propres économiques éligibles pour couvrir le besoin de fonds propres (SCR) de BPCE Mutuelle, tant dans le cadre d'un scénario central que de nombreux scénarios alternatifs.

L'étude prospective réalisée pour BPCE Mutuelle sur la période 2021-2025 démontre :

- Le faible impact d'un choc économique sur le ratio de solvabilité projetés.
- Le degré important de sensibilité de la chronique de ratios de couvertures aux risques techniques et donc aux S/P projetés en hypothèses.

E.2. Exigence de capital (MCR et SCR)

E.2.1. Présentation du SCR par module de risque

Le capital de solvabilité requis (Solvency capital Requirement ou SCR) représente le montant nécessaire pour faire face aux risques les plus importants et limiter la probabilité de ruine à 1 fois tous les 200 ans (d'où un seuil de confiance à 99,5%).

Il est calculé selon les instructions EIOPA de calcul de la Formule Standard.

Les SCR sont exprimés en euros.

Détail du SCR par module de risques (en euros)

SCR					
32 147 076					
Adjustment		BSCR		Operational	
0 0,0%		29 193 511 90,8%		2 953 565 9,2%	
SCR de marché	SCR Vie	SCR Défaut	SCR Santé	SCR Intangibles	Diversification
22 630 835 59,21%	5 608 0,01%	4 990 846 13,06%	10 596 064 27,22%	0 0,0%	-9 029 843
Diversification	Diversification	Diversification	Diversification		
-10 762 313	-1 331	-340 962	-236 761		
SCR de marché avant diversification	SCR Vie avant diversification	SCR Défaut avant diversification	SCR Santé avant diversification		
33 393 148	6 940	5 331 808	10 832 825		
Equity	Mortalité	Type 1	Similar to Non-Life		
16 157 295 48,4%	4 864 70,1%	2 926 256 54,9%	10 511 034 97,0%		
Concentration	Longévité	Type 2	Similar to Life		
4 344 753 13,0%	0 0,0%	2 405 552 45,1%	0 0,0%		
Spread	Frais			Catastrophe	
3 792 996 11,4%	840 12,1%			321 790 3,0%	
Interest-Rate	Catastrophe				
4 815 085 14,4%	1 236 17,8%				
Currency	Morbidité				
1 848 461 5,5%	0 0,0%				
Property					
2 434 556 7,3%					

Rappel : La somme des risques est supérieure au risque total du fait de la prise en compte de la corrélation entre risques (effet de diversification).

Les principaux éléments dont résulte ce besoin de fonds propres sont décrits dans le Chapitre D – Profil de risques de ce rapport.

E.2.2. Dispositions particulières du calcul du SCR avec la Formule Standard

Le SCR est calculé suivant la Formule Standard.

BPCE Mutuelle n'utilise pas de calculs simplifiés. Aucun paramètre spécifique autre que ceux proposés dans la Formule Standard n'a été choisi par BPCE Mutuelle (paramètres propres) ou bien demandé par le régulateur.

E.2.3. Information sur les hypothèses de calcul du MCR

L'article 248 des actes délégués définit les modalités de calcul du MCR. Ce capital réglementaire minimum est défini comme le plus élevé des deux montants suivants :

- Le MCR qui représente le seuil plancher absolu visé à l'article 129, paragraphe 1, point d), de la directive 2009/138/CE et à l'article 253 des actes délégués,
- Le minimum de capital requis combiné.

Son calcul s'établit comme suit :

- Application d'une formule linéaire simple et facilement auditable dépendante des primes et des provisions techniques en valeur Best Estimate aboutissant au MCR Linéaire
- Retraitement éventuel de ce MCR linéaire de façon qu'il soit compris entre 25 et 45% du SCR donnant le MCR combiné.

Au 31 décembre 2021, le MCR de BPCE Mutuelle s'établit comme suit :

Solvabilité économique (en K€)	31/12/2020	31/12/2021	Variation
Fonds propres éligibles MCR	128 250	133 864	5 615
MCR	6 957	8 037	1 080
Taux de couverture du MCR	1843%	1666%	-178 bp

E.2.4. Justification des changements significatifs du SCR et du MCR au cours de l'exercice

Entre le 31/12/20 et le 31/12/21, le besoin de fonds propres de BPCE Mutuelle a augmenté de 4 3178 K€. Ceci est principalement expliqué par :

La variation du SCR de marché en augmentation de 5 M€, portée par une augmentation du SCR Actions (+4,6 M€), conséquence d'une augmentation de l'assiette des placements actions (+5,6M€ soit +19% entre les deux arrêts) L'effet d'un Dampener élevé au 31/12/2021 (+6,88%) qui vient aggraver le choc à appliquer aux chocs actions de la Formule Standard, reflet d'un marché en hausse au 31/12/2021.

Le détail des résultats aboutissant au calcul du SCR au 31/12/20 et au 31/12/21 est le suivant :

Montant en K€	31/12/2020	31/12/2021	Variation
SCR de marché	17 665	22 631	4 966
SCR Taux	3 835	4 815	980
SCR Action	11 592	16 157	4 565
SCR Spread	3 360	3 793	433
SCR Immobilier	2 276	2 435	159
SCR Devise	1 791	1 848	57
SCR Concentration	4 337	4 345	8
SCR Défaut	5 723	4 991	- 732
SCR Défaut Type 1	3 659	2 926	- 733
SCR Défaut Type 2	2 441	2 406	- 35
SCR Santé	10 562	10 596	34
SCR Santé Non-Vie	10 497	10 511	14
SCR Cat	252	322	70
SCR Vie	4	6	2
SCR Mortalité	3	5	2
SCR Frais	1	1	0
SCR Cat	1	1	- 0
Effet diversification	9 526	- 9 030	- 18 556
BSCR	25 110	29 194	4 084
SCR Opérationnel	2 719	2 954	235
SCR	27 829	32 147	4 318

En particulier, la variation du SCR santé est expliquée par l'accroissement de l'exposition action du portefeuille de placement accentué par l'effet dampener.

E.2.5. Perspectives

Dans le cadre de la projection, avec les hypothèses et options de modélisations retenues, sur un horizon de cinq ans, la simulation de l'évolution du SCR et du bilan prudentiel permet de s'assurer de la suffisance des fonds propres économiques éligibles pour couvrir le besoin de fonds propres (SCR) de BPCE Mutuelle.

(Montants en MC)	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Fonds Propres Eligibles	128,3	128,9	129,4	130,1	129,4	129,0
SCR	27,8	29,3	30,7	31,8	31,9	33,7
Ratio de couverture	460,8%	440,0%	422,1%	409,4%	405,3%	382,7%

Le MCR est égal à environ 25% du SCR projeté dans le cadre de cet exercice.

(Montants en M€)	2020	2021	2022	2023	2024	2025
MCR	7,0	7,3	7,7	7,9	8,0	8,4
Ratio de Couverture	1843,4%	1760,1%	1688,3%	1637,7%	1621,2%	1530,5%

Le Best Estimate de BPCE mutuelle augmente de 7% (+2,16 M€) entre 2020 et 2021, puis reste relativement stable jusqu'en 2025 à 33,5 M€.

La projection du Best Estimate est la suivante :

(Montants en M€)	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Total Actif	188,9	191,7	192,7	193,5	192,6	192,2
<i>Dont placements et avoirs</i>	167,3	167,8	169,8	171,1	170,4	170,2
<i>Dont PT cédées</i>	5,3	6,3	6,3	6,1	6,0	5,8
Total Passif	60,6	62,8	63,3	63,3	63,3	63,3
<i>Dont Best Estimate</i>	31,0	33,2	33,7	33,6	33,6	33,5
<i>Dont Risk Margin</i>	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2
Total Fonds Propres Eligibles	128,3	128,9	129,4	130,1	129,4	129,0

E.3. Utilisation du sous-module risque sur actions fondé sur la durée dans le calcul du SCR

Non applicable. BPCE Mutuelle n'a pas jugé pertinent de retenir ce choix et en conséquence de s'engager dans une gestion financière moins souple ne permettant pas nécessairement de réagir à des situations de marché imprévues et ce alors que sa solvabilité prudentielle est élevée.

E.4. Recours à un modèle interne pour le calcul du SCR

BPCE Mutuelle utilise la Formule Standard car son profil de risque ne présente pas de particularités nécessitant l'adoption d'un modèle différent de celui préconisé par la réglementation.

E.5. Justification de toute non-conformité au MCR ou non-conformité majeure au SCR

BPCE Mutuelle respecte le minimum de capital requis et le niveau de solvabilité requis.

E.6. Autres informations

Néant.

F. Annexes

F.1. QRT exigibles (en milliers d'euros)

Etat S.02.01.02 - Bilan Solvabilité II

		Valeur Solvabilité II
		C0010
Actifs		
Goodwill	R0010	
Frais d'acquisition différés	R0020	
Immobilisations incorporelles	R0030	
Actifs d'impôts différés	R0040	
Excédent du régime de retraite	R0050	
Immobilisations coporelles détenues pour usage propre	R0060	
Investissements (autre qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	129 904
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	9 738
Détention dans les entreprises liées, y compris participations	R0090	
Actions	R0100	735
Actions - cotées	R0110	735
Actions - non cotées	R0120	
Obligations	R0130	69 293
Obligations d'Etat	R0140	19 398
Obligations d'entreprise	R0150	49 895
Titres structurés	R0160	
Titres garantis	R0170	
Organismes de placement collectif	R0180	49 831
Produits dérivés	R0190	
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	307
Autres investissements	R0210	
Actifs en présentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0230	10
Avances sur police	R0240	
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	4
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	7
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	4 616
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	4 616
Non-vie hors santé	R0290	
Santé similaire à la non-vie	R0300	4 616
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	
Santé similaire à la vie	R0320	
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	
Vie UC et indexés	R0340	
Dépôts auprès des cédantes	R0350	
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	10 742
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	231
Autres créances (hors assurance)	R0380	8 638
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	
Eléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	41 045
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	
Total de l'actif	R0500	195 186

Passifs		Valeur Solvabilité II
		C0010
Provisions techniques non-vie	R0510	28 330
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	
Meilleure estimation	R0540	
Marge de risque	R0550	
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	28 330
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	
Meilleure estimation	R0580	27 379
Marge de risque	R0590	952
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	448
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	
Meilleure estimation	R0630	
Marge de risque	R0640	
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	448
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	
Meilleure estimation	R0670	447
Marge de risque	R0680	1
Provisions techniques UC et indexés	R0690	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	
Meilleure estimation	R0710	
Marge de risque	R0720	
Autres provisions techniques	R0730	
Passifs éventuels	R0740	
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	4
Provisions pour retraite	R0760	
Dépôts des réassureurs	R0770	
passifs d'impôts différés	R0780	
Produits dérivés	R0790	
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	0
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	559
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	6 865
Autres dettes (hors assurance)	R0840	25 116
Passifs subordonnés	R0850	
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	
Total du passif	R0900	61 322
Excédent d'actif sur passif	R1000	133 864

Etat S.05.01.01 - Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité

		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)								
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090
Primes émises										
Brut - Assurance directe	R0110	98 331								
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120									
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130									
Part des réassureurs	R0140	34 413								
Net	R0200	63 917								
Primes acquises										
Brut - Assurance directe	R0210	98 331								
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220									
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230									
Part des réassureurs	R0240	34 413								
Net	R0300	63 917								
Charges des sinistres										
Brut - Assurance directe	R0310	84 467								
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320									
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330									
Part des réassureurs	R0340	29 351								
Net	R0400	55 116								
Variation des autres provisions techniques										
Brut - Assurance directe	R0410	119								
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0420									
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430									
Part des réassureurs	R0440	134								
Net	R0500	-16								
Dépenses engagées	R0550	9 943								
Autres dépenses	R1200									
Total des dépenses	R1300									

		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)			Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée			Total	
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport		Biens
		C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150		C0160
Primes émises									
Brut - Assurance directe	R0110								98 331
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0120								
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130								
Part des réassureurs	R0140								34 413
Net	R0200								63 917
Primes acquises									
Brut - Assurance directe	R0210								98 331
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0220								
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230								
Part des réassureurs	R0240								34 413
Net	R0300								63 917
Charges des sinistres									
Brut - Assurance directe	R0310								84 467
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0320								
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330								
Part des réassureurs	R0340								29 351
Net	R0400								55 116
Variation des autres provisions techniques									
Brut - Assurance directe	R0410								
Brut - Réassurance proportionnelle acceptée	R0420								
Brut - Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430								
Part des réassureurs	R0440								134
Net	R0500								-16
Dépenses engagées	R0550								9 943
Autres dépenses	R1200								
Total des dépenses	R1300								9 943

		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie					Engagements de réassurance vie			
		Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéficiaires	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance maladie	Réassurance vie	Total
		C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300
Primes émises										
Brut	R1410				91					91
Part des réassureurs	R1420									
Net	R1500				91					91
Primes acquises										
Brut	R1510				91					91
Part des réassureurs	R1520									
Net	R1600				91					91
Charges de sinistres										
Brut	R1610				224					224
Part des réassureurs	R1620									
Net	R1700				224					224
Variation des autres provisions techniques										
Brut	R1710				-146					-146
Part des réassureurs	R1720									
Net	R1800				-146					-146
Dépenses engagées	R1900				10					10
Autres dépenses	R2500									
Total des dépenses	R2600									10

Etat S.12.01.01 - Provisions techniques vie et santé SLT

		Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance indexées et en unités de compte			Autres assurances vie			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance autres que les engagements d'assurance santé	Réassurance acceptée	Total (Vie hors santé, y compris UC)
				Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties		Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0150
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010										
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020										
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et la marge de risque											
Meilleure estimation											
Meilleure estimation brute	R0030						447				447
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080										
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite - total	R0090						447				447
Marge de risque	R0100					0,6					0,6
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques											
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110										
Meilleure estimation	R0120										
Marge de risque	R0130										
Provisions techniques - Total	R0200					448					448
Provisions techniques moins les montants recouvrables au titre de la réassurance/SPV et de Finite Re - total	R0210					448					448
Meilleure estimation des produits avec option de rachat	R0220										
Meilleure estimation brute pour les flux de trésorerie											
Sortie de fonds											
<i>Prestations futures garanties et discrétionnaires</i>	R0230					42					42
<i>Dépenses futures et autres sorties de fonds</i>	R0260					489					489
Flux de trésorerie											
<i>Primes futures</i>	R0270					84					84
<i>Autre flux de trésorerie</i>	R0280										
Pourcentage de la meilleure estimation brute calculé par approximations	R0290										
Valeur de rachat	R0300										
Meilleure estimation sous réserve d'un taux d'intérêt transitoire	R0310										
Provisions techniques sans transition sur le taux d'intérêt	R0320										
Meilleure estimation sous réserve d'un ajustement de la volatilité	R0330										
Provisions techniques sans ajustement pour la volatilité et sans autres mesures transitoires	R0340										
Meilleure estimation sous réserve d'un ajustement de la correspondance	R0350										
Provisions techniques sans ajustement correspondant et sans toutes les autres mesures	R0360										

		Assurance santé (assurance directe)			Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance santé	Réassurance santé (réassurance acceptée)	Total (santé similaire à la vie)
			Contrats sans options ni garanties	Contrats avec options ou garanties			
		C0160	C0170	C0180			
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010						
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0020						
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et la marge de risque							
Meilleure estimation							
Meilleure estimation brute	R0030						
après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0080						
Meilleure estimation nette des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite - total	R0090						
Marge de risque	R0100						
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques							
Provisions techniques calculées comme un tout	R0110						
Meilleure estimation	R0120						
Marge de risque	R0130						
Provisions techniques - Total	R0200						
Provisions techniques moins les montants recouvrables au titre de la réassurance/SPV et de Finite Re - total	R0210						
Meilleure estimation des produits avec option de rachat	R0220						
Meilleure estimation brute pour les flux de trésorerie							
Sortie de fonds							
Prestations futures garanties et discrétionnaires	R0230						
Dépenses futures et autres sorties de fonds	R0260						
Flux de trésorerie							
Primes futures	R0270						
Autre flux de trésorerie	R0280						
Pourcentage de la meilleure estimation brute calculé par approximations	R0290						
Valeur de rachat	R0300						
Meilleure estimation sous réserve d'un taux d'intérêt transitoire	R0310						
Provisions techniques sans transition sur le taux d'intérêt	R0320						
Meilleure estimation sous réserve d'un ajustement de la volatilité	R0330						
Provisions techniques sans ajustement pour la volatilité et sans autres mesures transitoires	R0340						
Meilleure estimation sous réserve d'un ajustement de la correspondance	R0350						
Provisions techniques sans ajustement correspondant et sans toutes les autres mesures	R0360						

Etat S.17.01.01 - Provisions techniques vie et santé SLT

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée								
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010									
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050									
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque										
Meilleure estimation										
<i>Provisions pour primes</i>										
Brut	R0060	- 52								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	- 1 189								
meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	1 136								
<i>Provisions pour sinistres</i>										
Brut	R0160	27 431								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	5 804								
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	21 627								
Total meilleure estimation - brut	R0260	27 379								
Total meilleure estimation - net	R0270	22 763								
Marge de risque	R0280	952								
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques										
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290									
Meilleure estimation	R0300									
Marge de risque	R0310									
Provisions techniques - Total										
Provisions techniques - Total	R0320	28 330								
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330	4 616								
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0340	23 715								

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée				Total engagements en non-vie C0180
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	Réassurance dommages non proportionnelle	
		C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010								
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques calculées comme un tout	R0050								
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
<u>Provisions pour primes</u>									
Brut	R0060								- 52
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140								- 1 189
meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150								1 136
<u>Provisions pour sinistres</u>									
Brut	R0160								27 431
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240								5 804
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250								21 627
Total meilleure estimation - brut	R0260								27 379
Total meilleure estimation - net	R0270								22 763
Marge de risque	R0280								952
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques									
Provisions techniques calculées comme un tout	R0290								
Meilleure estimation	R0300								
Marge de risque	R0310								
Provisions techniques - Total									
Provisions techniques - Total	R0320								28 330
Montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie - total	R0330								4 616
Provisions techniques nettes des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finie	R0340								23 715

Etat S.19.01.21 - Sinistres en non-vie

Sinistres payés bruts (non cumulés) par année de survenance

		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110
Prior	R0100											
N-9	R0160											
N-8	R0170	53 893	5 742	156	9	7						
N-7	R0180	55 721	5 921	184	15	21						
N-6	R0190	57 547	5 462	170	40	52			156	14		
N-5	R0200	63 302	5 541	169	17	9						
N-4	R0210	65 178	5 328	159	21	32						
N-3	R0220	66 733	6 499	158	6							
N-2	R0230	69 041	5 936	202								
N-1	R0240	63 273	5 715									
N	R0250	81 348										

		Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)
		C0170	C0180
Prior	R0100		
N-9	R0160		
N-8	R0170	0	59 806
N-7	R0180	0	61 862
N-6	R0190	0	63 441
N-5	R0200	0	69 038
N-4	R0210	32	70 719
N-3	R0220	6	73 397
N-2	R0230	202	75 179
N-1	R0240	5 715	68 989
N	R0250	81 348	81 348
Total	R0260	87 304	683 227

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes non actualisées par année de survenance

		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +
		C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300
Prior	R0100											
N-9	R0160											
N-8	R0170											
N-7	R0180											
N-6	R0190											
N-5	R0200	6 688	200	36	0	0						
N-4	R0210	6 626	224	25	0							
N-3	R0220	6 079	201	19	0							
N-2	R0230	6 489	192	14								
N-1	R0240	11 699	179									
N	R0250	8 891										

		Fin d'année (données actualisées)
		C0360
Prior	R0100	
N-9	R0160	
N-8	R0170	
N-7	R0180	
N-6	R0190	
N-5	R0200	0
N-4	R0210	0
N-3	R0220	0
N-2	R0230	14
N-1	R0240	180
N	R0250	8 944
Total	R0260	9 138

Etat S.23.01.01 - Fonds propres

		Total	Niveau 1 - non restreint	Niveau 1 - restreint	Niveau 2	Niveau 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers, comme prévu à l'article 68 du règlement délégué 2015/35						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010					
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030					
Fonds initial, cotisations des membres ou éléments de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	610	610			
Comptes mutualistes subordonnés	R0050					
Fonds excédentaires	R0070					
Actions de préférence	R0090					
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110					
Réserve de réconciliation	R0130	133 255	133 255			
Passifs subordonnés	R0140					
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160					
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180					
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité II	R0220					
Déductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230					
Total fonds propres de base après déductions	R0290	133 864	133 864			
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300					
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310					
Actions de préférence non libérées et non appelées, callable sur demande	R0320					
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330					
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340					
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350					
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360					
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370					
Autres fonds propres auxiliaires	R0390					
Total fonds propres auxiliaires	R0400					
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	133 864	133 864			
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	133 864	133 864			
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	133 864	133 864			
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	133 864	133 864			
Capital de Solvabilité Requis	R0580	32 147				
Minimum de Capital Requis	R0600	8 037				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	416%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital de requis	R0640	1666%				

Réserve de réconciliation

		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	133 864
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	610
Ajustement Pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	
Réserve de réconciliation	R0760	133 255
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités vie	R0770	47
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) - activités non-vie	R0780	761
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	808

Etat S.25.01.21 – Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	PPE	Simplifications
		C0110	C0090	C0120
Risque de marché	R0010	22 631		
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	4 991		
Risque de souscription en vie	R0030	6	aucun	
Risque de souscription en santé	R0040	10 596	aucun	
Risque de souscription en non-vie	R0050			
Diversification	R0060	-9 030		
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070			
Capital de solvabilité requis de base	R0100	29 194		

		Valeur
		C0100
Risque Opérationnel	R0130	2 954
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	0
Capacité d'absorption des pertes des impôts différés	R0150	0
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	0
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	32 147
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	0
Capital de solvabilité requis	R0220	32 147
Autres informations sur le SCR		
Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	

		Oui/Non
		C0109
Approche basée sur le taux d'imposition moyen	R0590	3 - Not applicable as LAC DT is not used (in this case R0600 to R0690 are not applicable). See EIOPA Guidelines on loss-absorbing capacity of technical provisions and deferred taxes

Etat S.28.02.01 - Minimum de capital requis - Activités d'assurance ou de réassurance à la fois vie et non-vie

		Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR _(NL, NL)	Résultat MCR _(NL, L)
		C0010	C0020
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie	R0010	4 074	0

		Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
		C0030	C0040	C0050	C0060
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020	22 763	63 917		
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030				
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040				
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050				
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060				
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070				
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080				
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090				
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100				
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110				
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120				
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130				
Réassurance santé non proportionnelle	R0140				
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150				
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160				
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170				

	R0200	Activités en non-vie	Activités en vie
		Résultat MCR _(L)	Résultat MCR _(L)
		NL)	L)
		C0070	C0080
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie			10

	R0200	Activités en non-vie		Activités en vie	
		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)	Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance/des véhicules de titrisation)	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
		C0090	C0100	C0110	C0120
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations garanties	R0210				
Engagements avec participation aux bénéfices - Prestations discrétionnaires futures	R0220				
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230				
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240			447	
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250				824

Calcul du MCR global		C0130
MCR linéaire	R0300	4 084
Capital de solvabilité requis	R0310	32 147
Plafond du MCR	R0320	14 466
Plancher du MCR	R0330	8 037
MCR combiné	R0340	8 037
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	3 700
Minimum de capital requis	R0400	8 037

Calcul du montant notionnel du MCR en non-vie et en vie		Activités en non-vie	Activités en vie
		C0140	C0150
Montant notionnel du MCR linéaire	R0500	4 074	10
Montant notionnel du SCR hors capital supplémentaire (calcul annuel ou dernier calcul)	R0510	32 069	78
Plafond du montant notionnel du MCR	R0520	14 431	35
Plancher du montant notionnel du MCR	R0530	8 017	20
Montant notionnel du MCR combiné	R0540	8 017	20
Seuil plancher absolu du montant notionnel du MCR	R0550	2 500	3 700
Montant notionnel du MCR	R0560	8 017	3 700